

PROPOSITIONS DES CANDIDATS A LA PRIMAIRE DE LA DROITE ET DU CENTRE

Thèmes	Alain JUPPE	François FILLON
METHODE		
Période	Promulgation des réformes prioritaires, comme l'emploi et la retraite, durant les 4 premiers mois du mandat (Cinq ans pour l'emploi)	Dans les 100 jours suivant l'élection, textes préparés à l'avance et prêt à être appliqués (Manifeste pour la France : Osons dire, Osons faire de janvier 2016)
Outils	Promulgation des réformes prioritaires par ordonnances (Cinq ans pour l'emploi) Présentation des ordonnances et projets de loi avant l'arrivée au pouvoir (Primaire de l'Economie à la Maison de la Chimie le 27 septembre 2016)	Référendum sur : <ul style="list-style-type: none"> - Règle d'or budgétaire - Politique migratoire - Organisation territoriale - Principe de responsabilité (Manifeste pour la France : Osons dire, Osons faire de janvier 2016) Référendum sur l'égalité des régimes sociaux pour l'introduire dans la Constitution (Grand oral Fondation Concorde le 9 mars 2016) Financement du programme par l'augmentation de deux points de la TVA et par 100 milliards d'économie dans la sphère publique. Un tiers sera assumé par l'Etat. 20% des économies proviendront des collectivités locales. Les administrations de sécurité sociale devront la moitié des économies, soit 50 milliards d'euros. (Les Echos le 14 septembre 2016)
Trajectoire normative		Mise en place d'une « pause législative » dès après la première année de mandat, durant laquelle les réformes contenues dans le projet présidentiel seront votées Publication de l'avis du Conseil d'Etat qui devra se prononcer expressément sur la nécessité absolue du texte envisagé au regard de l'objectif recherché et par rapport au droit existant pour chaque projet ou proposition de loi comme pour chaque décret nécessitant son avis Réalisation d'un travail de nettoyage des textes inusités et de simplification des normes de chaque matière, par des praticiens spécialistes Instauration de la caducité automatique des lois dont les décrets d'application ne sont pas publiés dans un délai de deux ans de leur promulgation Transposition des directives européennes en droit français sans « sur-transpositions » (Site de campagne Fillon 2017)
FISCALITE		
IS / CICE / Baisse des charges	Baisse des prélèvements obligatoires de 28 milliards d'euros, ciblée en majeure partie sur les entreprises Réduction du taux de l'IS pour atteindre 30% d'ici 2022 pour les ETI et les grandes entreprises et 24% pour les PME (22% à terme) (Les Echos le 11 mai 2016) Transformation des allègements généraux et du CICE en un dispositif pérenne de zéro charge au niveau du SMIC et d'allègement dégressif jusqu'à 1,8 SMIC Baisse de 10 milliards d'euros des cotisations familles sur l'ensemble des salaires (L'Opinion le 2 novembre 2016)	Réduction de l'impôt sur les sociétés pour le ramener à la moyenne européenne (25 %) (Le Figaro le 21 octobre 2016) Baisse de charges de 40 milliards d'euros financé en partie par une hausse de 2 points des deux tranches supérieures de la TVA (Les Echos le 14 septembre 2016) Transformer le CICE (40 milliards d'euros) en baisse de charges (Manifeste pour la France : Osons dire, Osons faire de janvier 2016)
Entreprise / Capital	Développement de l'actionnariat salarié en abaissant les prélèvements sociaux payés par l'entreprise de 20 % à 16 % Hausse du plafond d'exonération des plus-values au-delà de cinq ans de détention pour les salariés Rétablissement de la taxation forfaitaire de l'investissement supprimée par François Hollande (Propositions AJ2017)	Exonération de charges pour les demandeurs d'emplois créateurs d'entreprises durant leur première année d'activité rémunérée ainsi que pour les demandeurs d'emploi qu'ils recrutent (Propositions de Force Républicaine)

PROPOSITIONS DES CANDIDATS A LA PRIMAIRE DE LA DROITE ET DU CENTRE

Thèmes	Alain JUPPE	François FILLON
	Stabilisation de l'environnement fiscal pour les entreprises pendant le quinquennat par le vote d'une loi de programmation fiscale détaillant toutes les mesures et leur calendrier (L'Opinion le 2 novembre 2016)	Réforme de la fiscalité du capital avec la mise en place d'une <i>flat tax</i> à 30 % (Les Echos le 2 mai 2016) Protection des entreprises familiales en facilitant leur transmission via l'instauration d'un sursis d'imposition lors de la transmission de la PME aux descendants (Primaire de l'Economie à la Maison de la Chimie le 27 septembre 2016)
ISF	Suppression de l'ISF Remplacement de la réduction d'impôts ISF-PME par un mécanisme de même nature portant sur l'impôt sur le revenu (Propositions AJ2017)	Suppression de l'ISF et remplacement par une taxe forfaitaire de 30 % (CSG incluse) (Le Figaro le 21 octobre 2016)
Particuliers / Ménages	Hausse du plafond de l'abattement sur les donations à 150 000 euros pour les enfants de moins de 40 ans Réduction à 10 ans du délai entre deux donations (Le Figaro le 21 octobre 2016) Relèvement du plafond du quotient familial de 1500 à 2500 euros par demi-part dès 2017 (L'Opinion le 2 novembre 2016)	Engagement progressif d'un abaissement de la fiscalité des revenus des ménages, au fur et à mesure que les réformes pour la compétitivité et la maîtrise des finances publiques portent leurs fruits Simplification du barème de l'IR et élargissement de son assiette Possibilité pour l'Etat de plafonner la hausse des impôts dans les collectivités (Propositions de Force Républicaine) Suppression des cotisations salariales assurance-maladie pour 5,5 milliards (Les Echos le 8 juin 2016) Baisse de 15 milliards des prélèvements sur les ménages (Les Echos le 14 septembre 2016)
Droits de succession		
ECONOMIE		
Réorientation de l'épargne	Réorientation de l'épargne vers les jeunes entreprises et l'investissement productif (Sommet de l'économie organisé par Challenges du 5 novembre 2015) Mise en place d'un dispositif d'encouragement aux <i>business angels</i> (La Tribune le 19 mai 2016) Maintien du crédit d'impôt recherche et garantie de ses règles de fonctionnement actuelles (L'Opinion le 2 novembre 2016)	Réorientation de l'épargne vers l'investissement auprès des PME et des ETI en réduisant l'IR de 30%, jusqu' à un plafond d'1 million d'euros Mise en place d'un fonds d'investissements pour certains écosystèmes de start-up via les fonds d'assurance-vie (Primaire de l'Economie à la Maison de la Chimie le 27 septembre 2016)
Financements participatifs des entreprises		Renforcement des dispositifs incitatifs à l'investissement direct dans les PME selon des modalités utilisées avec succès dans d'autres pays européens Développement du financement participatif (<i>crowdfunding</i>) et de la titrisation Injection par la BPI de liquidités dans les projets participatifs (Entreprendre du 31 octobre 2014)
Autres soutiens aux entreprises	Création d'un écosystème réglementaire, fiscal et social favorable à la création d'entreprise ainsi qu'au développement et à la transmission des entreprises sur le sol français Egalisation des conditions de concurrence entre les acteurs établis et les nouveaux entrants pour encourager l'essor de la nouvelle économie sans déstabiliser les activités existantes Encouragement à la création d'entreprises par les jeunes (Propositions AJ2017) Développement des hôtels d'entreprises pour faciliter l'hébergement des start-ups (La Tribune le 19 mai 2016)	Soutien à la croissance des PME et des ETI au travers d'un <i>new deal</i> entrepreneurial Réduction des délais de paiement à 30 jours après la facturation Défense de la propriété intellectuelle en instaurant la gratuité du premier brevet à l'INPI pour toute TPE (Propositions de Force Républicaine)

Thèmes	Alain JUPPE	François FILLON
NUMERIQUE		
Numérique	<p>Adaptation de l'éducation à l'ère du numérique</p> <ul style="list-style-type: none"> → Introduction de cours de programmation à l'école pour rendre l'élève « acteur » en cours (création de sites web, analyse data) et encourager le travail collaboratif → Systématisation des interventions des acteurs du numériques en collège et lycée → Soutien à la création de « junior start-ups » au lycée → Sensibilisation des enfants aux métiers du numérique → Renforcement des liens entre monde universitaire et écosystème entrepreneurial par la mise en place de modules « entrepreneuriat », l'hébergement d'incubateurs dans les universités et la simplification de l'accès en stage <p>Formation aux métiers de demain</p> <ul style="list-style-type: none"> → Affectation d'une fraction des fonds de formation continue à des formations au numérique et à des reconversions de métiers transformés par le numérique → Construction d'un socle de compétences digitales dans le contenu des formations, en incluant des critères de digitalisation dans l'évaluation de leur qualité → Développement des modes de formations innovants : e-learning, <i>blended learning</i>, etc. <p>Soutien à l'innovation</p> <ul style="list-style-type: none"> → Création d'un débat sur l'adaptation de notre modèle social à l'ère du numérique → Ouverture d'un droit à l'expérimentation de nouveaux modèles d'affaires sous certaines conditions → Mise en place d'une véritable « diplomatie de l'innovation » par la simplification des aides à l'internationalisation, et l'accompagnement des entreprises souhaitant s'implanter à l'étranger → Rationalisation des interventions de BpiFrance pour soutenir l'émergence d'un écosystème de capital-risque européen de référence à Paris → Développement de l'orientation vers les entreprises innovantes d'une partie de l'épargne collectée dans l'assurance-vie <p>Digitalisation des entreprises</p> <ul style="list-style-type: none"> → Instauration d'un « plan de rattrapage numérique » massif de nos PME dans le cadre du Plan d'investissement d'avenir, avec un dispositif de « diagnostic-action » → Mise en œuvre d'une ambition stratégique catalysant les initiatives privées qui s'inspire du succès de « Industrie 4.0 » en Allemagne, avec nos atouts propres → Mise en place d'un réseau social d'interconnexion des chefs d'entreprises PME et ETI → Suppression des blocages au développement de la e-santé en France pour en faire le leader européen en la matière d'ici 2022, notamment grâce aux objets connectés <p>Rénovation de l'Etat par le numérique</p> <ul style="list-style-type: none"> → Création de « <i>task forces</i> » digitales au sein de l'Etat animées par un <i>Chief Digital Officer</i> entouré de talents du numérique et de la société civile, pour repenser les plateformes de services publics, former l'administration publique aux nouvelles technologies, et effectuer un travail de prospective → Développement d'un partenariat entre l'Etat et l'écosystème numérique dans lequel se côtoient grandes entreprises, start-ups innovantes, citoyens et agents contributeurs, dans la logique de l'Etat plateforme 	<p>Mise en place d'un agenda européen pour l'équité du traitement fiscal entre les majors américaines et les entreprises européennes dans le domaine du numérique <i>(Manifeste pour la France : Osons dire, Osons faire de janvier 2016)</i></p> <p>Education</p> <ul style="list-style-type: none"> → Formation de professeurs spécialisés pour enseigner l'informatique avec une démarche ciblée et adaptée dans chaque cycle → Développement du recrutement d'enseignants en informatique de niveau master avec la mise en place d'un CAPES Informatique → Enseignement à l'école primaire des rudiments de la pensée informatique en mode connecté et non connectée → Enseignement de l'informatique au collège et introduction de l'apprentissage de la programmation, du codage et de l'algorithmique sur le temps alloué à la technologie → Enseignement de l'informatique à tous les élèves de toutes les filières du lycée, en commençant par généraliser rapidement l'option Informatique et Sciences du Numérique → Développer des formations en apprentissage qui permettent de fournir au marché les 150 000 codeurs par an dont les entreprises du numérique ont besoin avec un effort de recrutement sur des élèves issus de la diversité et les filles → Inscription dans les programmes universitaires de la plupart des disciplines d'un module dédié aux techniques de cybersécurité et d'exploration de données (<i>data mining</i>) → Renforcement de la littératie numérique dans la formation des cadres administrateurs de la fonction publique d'Etat et territoriale → Fixation d'un objectif de 80% de la dépense en numérique éducatif décidée et gérée localement par l'établissement → Incitation des parents et élèves à décrire régulièrement le travail et les découvertes faites à la maison (exercices sur le web, publications personnelles etc.) → Passage au format digital d'au moins 25% des manuels scolaires au cours du quinquennat <p>Administration</p> <ul style="list-style-type: none"> → Création d'un poste de Haut-Commissaire à la Transformation Numérique rattaché directement au Premier ministre, couvrant Numérique et Achats → Accélération du recours à l'externalisation en permettant à toutes les entreprises de participer à l'effort de réduction des coûts des services publics → Création d'un « Contrat de confiance aux PME », pour l'accès à la commande publique → Introduction d'une quote-part d'achats publics auprès de PME et de start-ups françaises du numérique pour faire des acteurs publics, des promoteurs de l'innovation à l'instar du Small Business Act aux Etats-Unis → Développement de l'open data au service de l'action publique et centralisation des services en ligne de l'e-administration pour améliorer le service rendu au citoyen → Mise en place un plan national de lutte contre l'exclusion numérique et renforcement sur l'ensemble du territoire des dispositifs de formation de type « Internet pour tous » <p>Business</p> <ul style="list-style-type: none"> → Mise à disposition d'une plateforme publique à destination des entreprises afin de les sensibiliser au commerce électronique et au marketing viral

Thèmes	Alain JUPPE	François FILLON
	<ul style="list-style-type: none"> → Lancement d'une initiative « <i>Think Smart</i> » pour développer les <i>smart cities</i>, où l'Etat agirait comme animateur et expert au service des territoires → Augmentation de la part des commandes publiques passées auprès de TPE-PME innovantes, à compétences égales <p>Réduction de la fracture numérique</p> <ul style="list-style-type: none"> → Développement d'une nouvelle stratégie ambitieuse pour amener la France dans le peloton de tête des pays européens, en 2022, à la fois dans le déploiement et dans l'utilisation du très haut débit → Renforcement du pilotage et de la gouvernance du Plan THD (Très Haut Débit), en proposant une Autorité de suivi national avec tous les acteurs concernés, Etat et collectivités, régulateur, opérateurs et investisseurs <p>Cybersécurité</p> <ul style="list-style-type: none"> → Modernisation des pratiques de l'Etat face aux cyberattaques : recours aux « <i>Bug Bounty</i> », renforcement de la e-police, formation des magistrats à la cybersécurité → Instauration d'un Pacte pour la cybersécurité entre l'Etat et les entreprises pour créer une offre nationale et européenne compétitive → Renforcement de notre « cyber diplomatie » aux niveaux européen et international <p>Souveraineté numérique européenne</p> <ul style="list-style-type: none"> → Unification du marché européen (normes, niveau d'imposition...) et accélération de la mise en place d'un statut de jeunes entreprises innovantes européennes → Mise en place d'un « Agenda de compétitivité numérique » définissant des secteurs prioritaires qui feront l'objet d'une coordination industrielle, juridique et technologique renforcée → Amélioration et diversification de l'accès au financement (marché boursier européen, marché européen pour les sorties d'entreprises) <p>Démocratie numérique</p> <ul style="list-style-type: none"> → Mise en place d'une plateforme engageant le gouvernement à répondre publiquement à toutes les pétitions portées par plus de 100 000 signataires en 30 jours → Amélioration de la transparence et de la redevabilité de l'action publique par un suivi en temps réel de l'avancée des travaux du gouvernement <p>(Propositions AJ2017)</p> <p>Prélèvement obligatoire de la taxe de séjour pour toutes les plateformes de locations entre particuliers, type Airbnb (Sud-Ouest le 30 avril 2016)</p> <p>Développement d'un nouveau Programme d'investissements d'avenir (PIA) destiné aux entreprises du numérique (La Tribune le 19 mai 2016)</p>	<ul style="list-style-type: none"> → Information sur les solutions numériques et les offres de service à disposition des plus petites entreprises par le biais de plateformes et de lieux de présentation → Placement au centre de la formation professionnelle les technologies de e-learning et MOOC notamment pour diffuser les compétences et la culture numériques → Fiscalité au service de l'innovation et des start-ups : mise en place d'un dispositif équivalent à l'<i>Enterprise Investment Scheme</i> britannique dont le plafond d'investissement maximum annuel est fixé à 1,25 million d'euros par personne, avec une réduction d'impôt sur le montant investi de 30% et des exemptions d'impôts sur les plus-values au bout de 3 ans → Prise en charge des pertes en capital par le fisc à hauteur de 50 % → Maintien des dispositifs d'aide à la recherche → Accélération du développement des micro-clusters sur l'ensemble du territoire <p>Autres</p> <ul style="list-style-type: none"> → Programmation de l'extinction progressive du cuivre en vue du développement sur l'ensemble du territoire du très haut débit pour tous → Renforcement du dispositif de défense et de sécurité des systèmes d'information avec notamment la création d'un Cloud européen ou national → Lutte contre le pillage des industries culturelles en confortant la loi Hadopi dans son rôle pédagogique destiné à sensibiliser le plus grand nombre au bon usage de l'Internet et au respect du droit d'auteur → Sanctions contre les éditeurs de sites illégaux → Adaptation du droit européen à l'ère du numérique, en rétablissant l'équité de traitement entre tous les acteurs notamment en termes de fiscalité <p>(Propositions de Force Républicaine)</p>
DROIT DU TRAVAIL		
Compte pénibilité	Suppression du compte pénibilité (Le Figaro le 10 mai 2016)	Abandon du système de compensation de la pénibilité (Fondation iFRAP)

Thèmes	Alain JUPPE	François FILLON
Temps de travail	<p>Liberté de fixer la durée du travail par l'entreprise dans un délai de 2 ans, avec la possibilité de solliciter un referendum d'entreprise en cas de blocage</p> <p>Définition d'une durée hebdomadaire de référence du travail de 39h par la loi, avec la possibilité de rester en-deçà si l'entreprise le souhaite</p> <p>Rémunération de l'augmentation de la durée du travail proportionnelle à cette augmentation</p> <p>Instauration d'un dispositif d'exonération sociale et fiscale, afin de n'avoir aucune perte de salaire pour les salariés travaillant d'ores et déjà plus de 35 heures, en heures supplémentaires (Cinq ans pour l'emploi)</p> <p>Favorable au travail le 8 mai (Tableau comparateur du Figaro)</p> <p>Assouplissement des conditions d'ouverture des commerces le dimanche et en soirée sous réserve du volontariat des salariés et d'une majoration de rémunération (Cinq ans pour l'emploi)</p>	<p>Suppression de la durée légale du travail</p> <p>Liberté de négocier, au niveau de l'entreprise, le temps de travail et son organisation avec un plafond de 48 heures hebdomadaires</p> <p>Mise en œuvre d'un jour férié ouvré (Fondation iFRAP)</p> <p>Défiscalisation des heures supplémentaires (Le Point du 18 septembre 2015)</p>
Code du travail	<p>Allègement du code du travail en ne gardant que les grands principes protecteurs du salarié et les principes d'organisation des relations de travail, le reste relevant de l'accord dans un délai de 5 ans (Déjeuner au MEDEF le 8 décembre 2015)</p> <p>Objectif de plein-emploi sur cinq ans</p> <p>Plafonnement des indemnités prud'homales (Les Echos le 11 mai 2016)</p> <p>Mise en place d'un dossier social unique pour simplifier les parcours de carrière (Cinq ans pour l'emploi)</p>	<p>Réduction du code du travail à 200 pages en ne gardant que les normes sociales fondamentales, tout le reste étant renvoyé à la négociation d'entreprise ou de branche (La Voix du Nord le 24 mars 2016)</p> <p>Favorable à la barémisation des prud'hommes (Les Echos le 2 mai 2016)</p>
Contrat de travail	<p>Mise en place d'un « CDI sécurisé » avec des motifs de licenciement prédéfinis dans le contrat de travail (contrat précausé) (Les Echos le 11 mai 2016)</p>	<p>Introduction du motif de réorganisation de l'entreprise dans les procédures de licenciement collectif pour faciliter l'adaptation des entreprises à leur contexte concurrentiel (Propositions de Force Républicaine)</p> <p>Défavorable à la création d'un contrat unique : maintien des CDD et CDI (Les Echos le 2 mai 2016)</p> <p>Possibilité pour l'employeur de proposer un contrat de travail avec des modalités de rupture prédéfinies (contrat précausé) (Propositions de Force Républicaine)</p>
Seuils sociaux	<p>Gel des effets de seuils pendant 5 ans (Les Echos le 11 mai 2016)</p>	<p>Hausse des seuils sociaux de 10 à 50 salariés et de 50 à 100 salariés (Les Echos le 2 mai 2016)</p> <p>Hausse des seuils réglementaires régissant la vie des PME de 50% (Salon des entrepreneurs du 3 février 2016)</p>
SMIC	<p>Mise en place d'un SMIC à zéro charge patronale dès 2017 (Discours à Rennes sur le modèle social le 19 octobre 2016)</p>	<p>Révision du mécanisme de revalorisation du SMIC en prenant en compte des comparaisons européennes pertinentes et la performance économique de la France (Site de campagne Fillon 2017)</p>
Chômage	<p>Objectif de retour au plein emploi en cinq ans (Primaire de l'Economie à la Maison de la Chimie le 27 septembre 2016)</p> <p>Plafonnement des revenus d'assistance pour que le travail reste plus rémunérateur que l'inactivité (Propositions AJ2017)</p> <p>Remise au demandeur d'emploi d'un chèque représentatif de toutes les aides dont l'entreprise pourra bénéficier en l'employant</p>	<p>Introduction d'une dose de dégressivité des allocations-chômage plafonnées à 75% du SMIC pour inciter au retour à l'emploi et à la mobilité</p> <p>Réduction de la durée d'indemnisation (L'Opinion le 24 mars 2016)</p> <p>Objectif à l'horizon 2022 : 7% de chômage</p> <p>Perte des droits au chômage en cas de refus successifs à deux offres d'emploi raisonnables</p> <p>Retrait de la garantie de l'Etat à l'UNEDIC jusqu'au retour à l'équilibre (Site de campagne Fillon 2017)</p>

Thèmes	Alain JUPPE	François FILLON
	<p>Mise en œuvre d'un Pacte de retour à l'emploi en entreprise pour les personnes très éloignées de l'emploi pour une période de 6 mois à 1 an durant laquelle elles recevront, outre une indemnité de l'entreprise, tout ou partie de l'aide sociale dont elles bénéficiaient jusque là</p> <p>Rétablissement de l'équilibre financier de l'Unedic Instauration d'un système de dégressivité des allocations chômage avec un premier palier à 12 mois (- 20 %) puis un second à 18 mois (- 20%)</p> <p>Mise en place d'un contrôle accru des demandeurs d'emploi via un carnet numérique sur lequel ils inscriront les démarches entreprises et les entretiens d'embauche réalisés</p> <p>Sanction pour les demandeurs d'emploi qui ne recherchent pas activement du travail</p> <p>Obligation pour les bénéficiaires du RSA d'accepter les propositions d'emploi ou de formation qui leurs sont faites avec retrait de l'allocation en cas de refus</p> <p>(Discours à Rennes sur le modèle social le 19 octobre 2016)</p>	
Emplois aidés	<p>Suppression du recours aux contrats aidés dans le secteur non marchand</p> <p>Allocation des ressources économisées à la formation et à l'apprentissage</p> <p>(Cinq ans pour l'emploi)</p>	<p>Suppression des emplois aidés à destination des jeunes et réorientation intégrale des sommes ainsi dégagées vers l'alternance</p> <p>(Site de campagne Fillon 2017)</p>
Travail à domicile	<p>Réduction des cotisations sociales sur les emplois à domicile (600 millions d'euros)</p> <p>(Les Echos le 11 mai 2016)</p>	
Travailleur indépendant	<p>Réduction des charges de 2 milliards d'euros pour les travailleurs indépendants</p> <p>Encadrement du travail indépendant pour « <i>rétablir une certaine égalité</i> » avec l'emploi salarié</p> <p>(Primaire de l'Economie à la Maison de la Chimie le 27 septembre 2016)</p>	<p>Création d'1 million d'emplois en cinq ans grâce aux économies de plateformes (ubérisation)</p> <p>(Primaire de l'Economie à la Maison de la Chimie le 27 septembre 2016)</p> <p>Alignement du régime fiscal des commerçants, artisans et indépendants sur celui des auto-entrepreneurs</p> <p>Pour les auto-entrepreneurs</p> <ul style="list-style-type: none"> → Création d'un statut juridique pour les autoentrepreneurs de « prestataire indépendant » irrévocable pendant 3 ans → Baisse à 16 ans de l'âge minimal → Hausse des niveaux de chiffres d'affaires plafonds de l'autoentreprise à 50 000 euros pour les entreprises de services et 120 000 euros pour les entreprises de d'achat-revente de marchandises → Transformation des niveaux de qualification nécessaires pour exercer une profession en niveaux de compétence quand cela ne met pas en danger le prestataire ou le consommateur → Autorisation pour un travailleur indépendant à mettre en sommeil sa structure juridique quand il devient salarié, sans pour autant devoir continuer à payer les charges comme la taxe foncière → Suppression des contraintes de la loi Pinel de janvier 2015 <p>(La Tribune le 13 avril 2016)</p> <p>Pour les artisans et commerçants</p> <ul style="list-style-type: none"> → Instauration d'une franchise de TVA fixée aux nouveaux plafonds de 50 000 euros de CA pour les services et 120 000 euros pour l'achat-revente → Simplification et alignement du régime comptable des artisans et commerçants sur les exigences européennes moins contraignantes que celles de la France → Augmentation des plafonds de requalification des entreprises artisanales en établissements industriels à 50 salariés → Poursuite des mesures de simplification en faveur des entreprises artisanales, concernant les conjoints collaborateurs et le répertoire des métiers <p>(La Tribune le 13 avril 2016)</p>

Thèmes	Alain JUPPE	François FILLON
SOCIAL		
Sécurité sociale	<p>Garantie de l'équilibre de financement de la sécurité sociale à long terme Présentation obligatoire des PLFSS au Parlement en équilibre ou en excédent Mise en place d'un fonds de régulation conjoncturelle permettant de parer aux imprévus et reconstitué après chaque utilisation (Cinq ans pour l'emploi)</p> <p>Institution d'un « droit à l'erreur » pour les entreprises dans leurs relations avec les URSSAF Exonération des étudiants de cotisation à la sécurité sociale (Discours à Rennes sur le modèle social le 19 octobre 2016)</p>	
Assurance maladie	<p>Suppression du tiers-payant généralisé (La Tribune le 19 mai 2016)</p> <p>Refus de diminuer les taux de remboursement de l'assurance maladie (Discours à Rennes sur le modèle social le 19 octobre 2016)</p>	<p>Instauration d'une règle d'or imposant l'équilibre des comptes de l'assurance maladie Base de la discussion et du vote de l'ONDAM par le parlement sur une approche médico-économique Création d'une agence de contrôle et de régulation de l'assurance santé privée Suppression du tiers payant généralisé Basculement progressif des cotisations maladie dites patronales vers un mix CSG/TVA (modulation de la CSG de l'année n+1 en fonction du bilan de l'année n) Introduction d'une franchise médicale universelle fonction des revenus dans les limites d'un seuil et d'un plafond, le reste à payer étant pris en charge par la prévoyance et les assurances complémentaire (Propositions de Force Républicaine)</p> <p>Focalisation de l'assurance publique universelle sur les affections de longue durée en laissant l'assurance privée s'occuper du reste Mise en place d'un régime spécial de couverture accru pour les moins favorisés Introduction d'une franchise médicale en fonction des revenus avec un seuil et un plafond (le reste à payer serait pris en charge par les complémentaires santé) (Site de campagne Fillon 2017)</p>
Retraite	<p>Alignement progressif des régimes de retraite entre le public et le privé (Discours à Rennes sur le modèle social le 19 octobre 2016)</p> <p>Sauvegarde du système de retraites par répartition (Cinq ans pour l'emploi)</p> <p>Relèvement l'âge de la retraite à 65 ans dès 2018 (Les Echos le 11 mai 2016)</p>	<p>Réforme du système de retraite sur le long terme avec la mise en place d'un étage de capitalisation (type « Plan Epargne Retraite Populaire ») et en fusionnant retraites de base et complémentaires Augmentation de la durée d'activité avec une hausse progressive de l'âge légal de départ en retraite jusqu'à 65 ans et une augmentation de la durée de cotisation Mise en place, au niveau des branches professionnelles et des entreprises, des plans collectifs d'épargne longue et de retraite Harmonisation graduelle des régimes privés, publics et spéciaux (Livre Faire du 16 septembre 2015)</p>
RSI	<p>Modernisation de la protection sociale du régime des indépendants : simplification de l'assiette des cotisations, expérimentation de l'auto-liquidation, développement des téléservices et du télépaiement Renforcement de la protection contre l'inactivité subie avec pour objectif d'adapter la France aux nouvelles formes de travail (Propositions AJ2017)</p>	<p>Suppression du RSI Création d'une Caisse de protection des indépendants (CPI) entièrement autonome de la Sécurité sociale, permettant de calculer et de payer en temps réel les cotisations liées au salaire que se versent les indépendants Création d'une assurance perte d'activité des indépendants (La Tribune le 13 avril 2016)</p>
Aides sociales	<p>Création d'une allocation sociale unique plafonnée en dessous du SMIC (L'Opinion le 24 mars 2016)</p> <p>Recours au datamining pour détecter les fraudes sociales Doublé le montant de l'allocation journalière de présence parentale en cas d'enfant malade Lutte contre le tourisme social : aucune aide sociale non contributive ne pourra être versée à ceux qui sont en France sans avoir travaillé au moins un an (Discours à Rennes sur le modèle social le 19 octobre 2016)</p>	<p>Création d'une prestation sociale unique avec un montant variable pour tenir compte des situations individuelles et intégrant le RSA, la prime pour l'emploi, l'allocation parent isolé, l'allocation au chômage de longue durée, l'allocation adulte handicapé, le minimum vieillesse, le minimum d'invalidité et les APL Conditionnement du versement à l'aide sociale unique à 2 ans de résidence en France Obligation pour les bénéficiaires du RSA de participer à un travail d'intérêt général à hauteur de 7 heures par semaine (Livre Faire du 16 septembre 2015)</p>

PROPOSITIONS DES CANDIDATS A LA PRIMAIRE DE LA DROITE ET DU CENTRE

Thèmes	Alain JUPPE	François FILLON
		<p>Mise en œuvre d'un plan pluriannuel « grande pauvreté » (Les Echos le 8 juin 2016)</p> <p>Adoption par le Parlement d'un plan d'action pluriannuel de lutte contre la pauvreté et l'exclusion Mise en place d'un référent unique, garant de la coordination de tous les intervenants sociaux (Propositions de Force Républicaine)</p>
Logement	<p>Suppression de la loi ALUR et du blocage des loyers Maintien du dispositif Pinel et de l'actuel PTZ Favorable aux aides à la pierre plutôt que des aides à la personne Création du statut du bailleur privé Maintien de l'obligation de construction de 25 % de logements sociaux en zones tendues Suppression de l'obligation de 20 % de logements sociaux en zones détendues Instauration d'un seuil maximal de 40 % de logements sociaux dans une commune Régionalisation de la politique du logement social Mise en ligne des logements sociaux disponibles Radiation des dossiers de candidatures pour ceux ayant refusé à deux reprises les logements proposés (L'Opinion le 20 octobre 2016)</p> <p>Lutte contre les doubles résidences : réduction de la période pendant laquelle une personne bénéficiant de l'allocation logement peut être absente et recevoir cette aide (Discours à Rennes sur le modèle social le 19 octobre 2016)</p> <p>Renforcement de l'offre de logements étudiants Rétablissement d'un accès plus juste à un logement à prix raisonnable pour les jeunes Instauration d'un véritable statut pour la colocation Développement de l'émergence du logement intergénérationnel (Propositions AJ2017)</p>	<p>Suppression de la loi ALUR et de l'encadrement des loyers</p> <p>Fiscalité</p> <ul style="list-style-type: none"> → Stabilisation des règles de fiscalité sur le logement par période de 5 ans → Instauration d'une TVA à taux réduit pour l'acquisition du logement principal ou l'investissement locatif long dans le cadre de grands projets d'aménagement → Baisse des droits de mutation à titre onéreux → Retour à 15 ans des délais d'exonération des taxes sur les plus-values → Maintien d'un seul dispositif d'aide à l'investissement locatif basé sur un amortissement de longue durée entre 20 et 30 ans → Réserve du PTZ aux logements neufs en zone rurale <p>Propriétaires</p> <ul style="list-style-type: none"> → Accélération des procédures pour réduire les délais d'expulsion en cas de non-paiement du loyer Facilitation des résiliations de bail en cas de comportements entraînant des troubles graves et répétés pour le voisinage → Interdiction aux propriétaires d'exiger des locataires des garanties trop contraignantes → Création d'un statut de bailleur privé pour les propriétaires → Création d'un bail homologué à loyer modéré accordant des avantages fiscaux au propriétaire en fonction de la faiblesse des loyers <p>Refonte de la loi SRU</p> <ul style="list-style-type: none"> → Obligation d'avoir 25 % de logements sociaux en zone tendues pour les nouvelles constructions, selon une logique de flux et non de stock → Interdiction de laisser une commune dépasser les 40 % de logements sociaux → Choix de l'intercommunalité comme échelon compétent pour le logement <p>Logements sociaux</p> <ul style="list-style-type: none"> → Baisse du plafond des ressources donnant accès au logement social → Mise en place du supplément de loyer de solidarité obligatoire → Mise en place d'un contrat de bail de 6 ans pour les logements sociaux au lieu de 3 ans → Décentralisation de l'attribution des logements sociaux et des aides au logement → Intégration des aides dans un dispositif de prestation sociale unique, modulé en fonction de chaque situation individuelle (Propositions de Force Républicaine et L'Opinion le 20 octobre 2016)
REPRESENTATIVITE, DIALOGUE SOCIAL ET PARITARISME		
Dialogue social (Généralités)	<p>Allègement des contraintes autour du mandatement de salariés par des syndicats : les salariés pourront être élus par leurs collègues pour négocier (Cinq ans pour l'emploi)</p>	

PROPOSITIONS DES CANDIDATS A LA PRIMAIRE DE LA DROITE ET DU CENTRE

Thèmes	Alain JUPPE	François FILLON
Monopole syndical		Institution de la liberté de candidature au premier tour des élections professionnelles pour mettre fin au monopole des organisations syndicales (Site de campagne Fillon 2017)
Niveau du dialogue social	Favorable à un référendum d'entreprise en cas d'échec du dialogue social (Sommet de l'économie organisé par Challenges du 5 novembre 2015) Généralisation de la pratique du referendum d'entreprise à l'initiative du chef d'entreprise et d'au moins un syndicat représentatif (Cinq ans pour l'emploi)	Possibilité pour les accords d'entreprise de fixer l'architecture des instances représentatives du personnel ainsi que les modalités de leur consultation (Discours sur la compétitivité du 24 juin 2014) Instauration du referendum d'entreprise en cas de blocage du dialogue social (Propositions de Force Républicaine)
Représentation syndicale et syndicalisme	Obligation pour les élus syndicaux de consacrer au moins 50% de leur activité à leur métier dans l'entreprise Suppression de la pratique de détachement de salariés à temps plein auprès d'organisations syndicales par certaines entreprises ou administrations Limitation à deux mandats consécutifs maximum pour les élus syndicaux (Le Figaro le 11 mai 2016)	Valorisation et dynamisation de la représentation du personnel en limitant le temps passé à un mandat à 50 % du temps de travail Valorisation de l'expérience syndicale du salarié par l'entreprise, sur le plan des compétences et de la gestion de carrière (La Tribune du 3 février 2016) Renforcement de l'actionnariat salarié ainsi que de la politique de participation et d'intéressement (Salon des entrepreneurs du 3 février 2016)
Restructuration des branches		
Paritarisme (généralités)	Suppression des commissions paritaires régionales pour toutes les PME de moins de 10 salariés (Fondation iFRAP)	
EDUCATION		
Politique générale	Maintien du budget de l'éducation nationale à son niveau actuel Objectif général : hausse de 10 places dans chacun des volets du classement international PISA pour la France Création d'un Conseil éducatif d'établissement, sous la direction d'un directeur principal, pour lui confier la direction de l'établissement et la gestion de ses moyens Création d'une agence nationale de l'évaluation et de l'innovation scolaire indépendante Inscription du numérique au cœur de l'école Rétablissement de l'intégralité de la bourse au mérite (Mes chemins pour l'école) Rétablissement de la loi Ciotti sur l'absentéisme scolaire permettant la suspension des allocations familiales aux parents d'enfants absentéistes (Fondation iFRAP)	Réorganisation de l'école primaire, du collège et du lycée sans supprimer le collège unique Possibilité d'instaurer une tenue uniforme des élèves selon décision du Conseil d'administration Inscription du numérique dans les programmes scolaires Possibilité pour les chefs d'établissement d'exclure les élèves les plus perturbateurs et de les confier à des établissements chargés de corriger leur comportement Fixation par l'Etat des principes et des programmes, le niveau des professeurs et certification par l'Etat également des examens nationaux Octroi aux chefs d'établissements de réels pouvoirs de décision et de promotion des enseignants Renforcement de l'ancrage des établissements dans leur territoire et dans la vie économique locale en dissociant la présidence du conseil d'administration de la fonction de principal et de proviseur en la confiant à une personnalité extérieure à l'établissement Renforcement de l'autonomie des collèges et lycées en confiant aux chefs d'établissement du second degré le choix de tous les personnels et en globalisant tous les moyens (heures et crédits) dont dispose l'établissement Parents d'élèves → Information des représentants des parents du profil envisagé pour le recrutement des nouveaux professeurs → Obligation de consulter tous les parents sur les grandes décisions concernant l'organisation de l'établissement → Octroi à tous les parents d'élèves de l'établissement le droit d'élire au suffrage universel direct un parent vice-président du conseil d'administration de l'établissement → Renforcement de l'implication des parents dans l'éducation scolaire (Propositions de Force Républicaine)

PROPOSITIONS DES CANDIDATS A LA PRIMAIRE DE LA DROITE ET DU CENTRE

Thèmes	Alain JUPPE	François FILLON
Maternelle	<p>Concentration des moyens sur les classes maternelles et CP pour réduire massivement le nombre d'élèves par classe et rejoindre le taux d'encadrement des pays les mieux classés de l'OCDE</p> <p>Recrutement d'animateurs linguistiques qualifiés dans les crèches pour offrir à tous les enfants plusieurs heures d'écoute et de conversation dans une langue soutenue</p> <p>Enrichissement de la formation des enseignants du premier degré par une meilleure connaissance des spécificités de la maternelle</p> <p>Prévention du décrochage dès la maternelle et le début de l'école primaire (Mes chemins pour l'école)</p>	
Primaire	<p>Possibilité pour les écoles primaires qui le souhaitent de se regrouper au sein d'un même établissement</p> <p>Organisation 6 mois avant la fin de chaque cycle, d'une évaluation complète pour identifier les progrès et lacunes des élèves (Mes chemins pour l'école)</p> <p>Sensibilisation aux logiques de la programmation dès la primaire (Cahier Numérique)</p>	<p>Avancement de la scolarité obligatoire à 5 ans (au lieu de 6 ans)</p> <p>Concentration de l'enseignement élémentaire sur le socle de connaissances auquel les maîtres devront consacrer les 3/4 du temps d'enseignement (et 1/4 restant à l'ouverture sur le monde et aux enjeux contemporains)</p> <p>Vérification régulière de l'acquisition des fondamentaux par des tests appropriés à l'âge de l'enfant et notés</p> <p>Suppression de l'interdiction des devoirs après la classe</p> <p>Renforcer la pratique de l'anglais de l'école primaire au lycée en mettant l'accent sur son utilisation pratique à l'oral</p> <p>Organisation du temps hors enseignement avec le souci de l'éducation (Propositions de Force Républicaine)</p>
Collège	<p>Possibilité pour les collèges qui le souhaitent de gérer la totalité de leur dotation horaire globale</p> <p>Maîtrise complète de la langue française et du socle commun des savoirs fondamentaux à la fin du collège</p> <p>Approfondissement de l'apprentissage d'une première langue étrangère avec pour objectif l'amélioration significative du niveau en fin de troisième</p> <p>Amélioration du suivi et de l'orientation des élèves par l'instauration d'un rdv semestriel obligatoire entre parents et équipe pédagogique (Mes chemins pour l'école)</p> <p>Interventions dès le secondaire d'entrepreneurs locaux pour faire connaître leurs métiers en lien avec les entreprises de la French Tech et l'ensemble des acteurs de l'écosystème numérique (Cahier Numérique)</p>	<p>Organisation d'une montée méthodique du niveau des connaissances pour les disciplines stratégiques en quatre ans mesurée par le contrôle continu et des contrôles de connaissances harmonisés</p> <p>Limitation du nombre d'enseignements à 5 maximum dans les deux premières années du collège</p> <p>Allongement du temps scolaire réel jusqu'à la fin juin en organisant les examens du brevet fin juillet</p> <p>Intégration de l'entrepreneuriat dans les programmes de technologie et d'économie</p> <p>Inscription au programme de 3ème trois séquences d'une semaine chacune de découverte des métiers dont deux au moins seront consacrées à des métiers accessibles par une formation en apprentissage</p> <p>Amélioration de l'efficacité du processus d'orientation</p> <p>Rétablissement de la note de vie scolaire au collège (Propositions de Force Républicaine)</p>
Lycée	<p>Possibilité pour les lycées qui le souhaitent de gérer la totalité de leur dotation horaire globale (Propositions AJ2017)</p>	<p>Renforcement de l'autonomie des élèves dans la gestion de l'apprentissage de leurs savoirs en organisant le programme de terminale autour de travaux dirigés et de langues, les cours magistraux regroupant plusieurs classes</p> <p>Allongement du temps scolaire en programmant les examens du baccalauréat en juillet</p> <p>Réforme du baccalauréat en réduisant à 4 le nombre d'épreuves (le reste en contrôle continu) : maintien d'une épreuve de français en fin de 1^{ère} et de 3 épreuves écrites en fin de terminale sur les matières dominantes de la filière</p> <p>Gestion des personnels enseignants, administratifs et contractuels par les chefs d'établissements dans le secondaire</p> <p>Amélioration de l'orientation à travers la mise en place d'un portail d'informations sur les débouchés</p> <p>Intégration de l'entrepreneuriat dans les programmes de technologie et d'économie (Propositions de Force Républicaine)</p>

PROPOSITIONS DES CANDIDATS A LA PRIMAIRE DE LA DROITE ET DU CENTRE

Thèmes	Alain JUPPE	François FILLON
Enseignement supérieur	<p>Orientation prioritaire des titulaires d'un baccalauréat professionnel ou technologique vers des DUT ou BTS Sélection en master à l'entrée du master 1 au lieu du master 2 (Propositions AJ2017)</p> <p>Incitation des universités à développer des formations numériques Simplification des démarches pour effectuer un stage dans une start-up Renforcement de la connexion entre la communauté universitaire et les écosystèmes entrepreneuriaux (Cahier Numérique)</p>	<p>Promotion des Junior Entreprises (JE), avec l'objectif d'une JE minimum dans chaque université Création de « visas entrepreneur » pour les étudiants étrangers Rapprochement de la recherche de l'entreprise en privatisant les unités de valorisation de la recherche qui seraient dirigées par des entrepreneurs (Propositions de Force Républicaine)</p> <p>Liberté de création de filières d'excellence Liberté de fixation des règles d'admission pour l'entrée en master, donc dès la 4e année Maintien des bourses au mérite Liberté de choix des enseignants, fonctionnaires et contractuels, et autonomie de la gestion de leur carrière Possibilité pour les universités de déroger aux règles générales et d'expérimenter des dispositifs de gouvernance nouveaux Financement des universités par le maintien (et augmentation si possible de la part de l'Etat), par le secteur privé et par les ressources des universités en les incitant à devenir propriétaires de leurs bâtiments (Site de campagne Fillon 2017)</p>
Enseignants	<p>Développement de la notion de "poste à profil", afin de recruter le bon enseignant pour le bon poste Mise en place d'une véritable formation continue des enseignants Revalorisation du statut de l'enseignant Augmentation du temps de présence et augmentation du salaire en conséquence Augmentation des salaires des enseignants du premier degré de 10 % dès 2017 Réaffectation des postes d'enseignants vers le primaire (Propositions AJ2017)</p> <p>Soutien aux nouveaux modes d'apprentissage via les outils digitaux, par la formation des enseignants notamment (Cahier Numérique)</p>	<p>Annualisation du temps de travail des enseignants Augmentation du temps de présence des enseignants dans l'établissement en dehors des cours afin d'assurer des missions de soutien scolaire Revalorisation de la rémunération des enseignants (Site de campagne Fillon 2017)</p> <p>Accompagnement des enseignants dans les évolutions de leur métier en développant une formation continue de qualité et un soutien quotidien de la part des chefs d'établissement et des inspecteurs Modulation de la charge d'enseignement en fonction de l'ancienneté Recrutement de nouveaux enseignants au niveau de la première année de master pour les former par la voie de l'apprentissage Augmentation des possibilités de promotion accélérée pour les professeurs Inscription de l'accompagnement personnalisé des élèves et de la formation des jeunes enseignants dans les missions du professeur Révision du rôle des inspecteurs sur trois priorités : aider les enseignants à traiter les difficultés scolaires, asseoir leur autorité, respecter les programmes et les objectifs de l'établissement Renforcement des capacités pédagogiques des inspecteurs et des enseignants en leur apportant une formation solide sur les résultats scientifiques de la recherche en matière d'apprentissage des connaissances (Propositions de Force Républicaine)</p>
APPRENTISSAGE ET FORMATION		
Apprentissage	<p>Augmentation des moyens financiers alloués à l'apprentissage Développement pour tous de l'option de découverte professionnelle Régionalisation de l'ensemble des lycées professionnels et des CFA Réduction massive du coût de l'apprentissage pour les entreprises Simplification du contrat d'apprentissage Meilleure adaptation des formations aux besoins des entreprises Réduction du nombre de CAP et de baccalauréats professionnels (Mes chemins pour l'école)</p>	<p>Développement dès la classe de 4^{ème} des filières de préapprentissage, tout en maintenant à 15 ans l'âge minimal d'entrée en apprentissage Refonte totale des services d'orientation, avec un passage sous droit privé et une large ouverture au monde de l'entreprise Exonération totale des charges sociales pour l'embauche d'un jeune en alternance Possibilité pour les entreprises qui comptent au moins 4% d'apprentis de bâtir leur propre programme Gestion des lycées professionnels et des CFA confiée aux régions qui, en association étroite avec les branches professionnelles, ajusteront les formations aux besoins réels des bassins d'emploi Fusion des contrats d'apprentissage et de professionnalisation Extension de l'apprentissage à la création et la reprise d'entreprise</p>

PROPOSITIONS DES CANDIDATS A LA PRIMAIRE DE LA DROITE ET DU CENTRE

Thèmes	Alain JUPPE	François FILLON
		<p>Objectif à atteindre sur le quinquennat : 1,5 millions d'apprentis (Propositions de Force Républicaine)</p> <p>Elaboration des « référentiels métiers » sous la responsabilité des branches pour assurer une meilleure adéquation entre la demande des entreprises et l'offre de formation en alternance (Manifeste pour la France : Osons dire, Osons faire de janvier 2016)</p> <p>Unification de l'ensemble des aides à l'apprentissage dans un crédit d'impôt de soutien au développement de l'alternance Réduction du nombre de collecteurs de la taxe d'apprentissage Révision des principes d'affectation de la taxe d'apprentissage en la concentrant sur les établissements de formations en alternance les plus efficaces (Site de campagne Fillon 2017)</p>
Formation professionnelle	<p>Mesure des résultats de la formation professionnelle par l'insertion dans l'emploi Certification des organismes de formation par des tiers indépendants Evolution du « compte personnel de formation » de façon à permettre à tous les actifs de s'offrir des prestations de conseil ou d'orientation professionnelle auprès des prestataires de leurs choix Contrôle strict de la qualité des organismes de formation pour offrir aux demandeurs d'emploi une formation professionnelle de qualité (Cinq ans pour l'emploi)</p> <p>Renforcement de la formation continue des professionnels du numérique Adaptation des formations aux véritables besoins des entreprises Intégration du critère de digitalisation dans l'évaluation de la qualité des formations Une fraction des fonds destinés à la formation continue pourra être spécifiquement dédiée à la formation aux compétences numériques et aux reconversions des métiers transformés par le numérique Développement du e-learning, du <i>blended learning</i> ou encore des <i>learning expeditions</i> en valorisant ces formules dans l'évaluation des formations Mise en place de nouveaux modes de validation des acquis d'expérience (VAE) (Cahier Numérique)</p>	<p>Réforme de la formation professionnelle en remplaçant l'indemnisation du chômage par l'indemnisation de la formation Encadrement du droit à la formation par deux contraintes : la dégressivité des allocations chômage pour inciter à la reprise d'activité et l'obligation d'accepter un emploi correspondant à la formation suivie Formation professionnelle obligatoire des chômeurs de moyenne et longue durée (Livre <u>Faire</u> du 16 septembre 2015)</p> <p>Réforme en profondeur de la formation professionnelle pour orienter les chômeurs vers des filières avec de réelles opportunités (Site de campagne Fillon 2017)</p>
CULTURE		
Politique générale	<p>Relance de la politique du patrimoine Renforcement de l'éducation artistique et culturelle dans le cadre d'une priorité renouvelée à l'éducation Soutien à l'entrepreneuriat culturel Accompagnement du développement d'un mécénat culturel « populaire », accessible à tous, au travers des plateformes de financement participatif, de la valorisation du bénévolat comme don de temps et des appels à la générosité publique Stimulation, par un relèvement du plafond annuel des dons (de 0,5 à 1% du C.A. HT), de l'implication croissante des TPE et PME dans des initiatives de proximité, individuellement ou au sein de fondations et fonds collectifs Incitation à la création de fondations reconnues d'utilité à vocation thématique, en fédérant des initiatives privées (Propositions AJ2017)</p> <p>Mise en place d'un acte II du mécénat dans l'alignement de la loi Aillagon Défense de la création (France Culture le 1^{er} avril 2016)</p>	<p>Meilleure articulation de l'enseignement culturel et artistique avec l'histoire générale en renforçant la place de l'histoire de l'art Développement d'une offre artistique dans tous les établissements scolaires, notamment la pratique musicale collective Octroi de 2 milliards d'euros sur 5 ans pour restaurer et mettre fin à la dégradation des monuments et objets d'art Élargir les missions de la Fondation du Patrimoine Incitation pour que les FRAC, en liaison avec les collectivités locales, expose davantage leurs 20 000 œuvres dans les espaces de circulation des lieux publics Développement par les établissements culturels nationaux, d'actions dédiées aux territoires Élargissement des heures d'ouverture des établissements culturels en développant le bénévolat et le service civique culturel Soutien à la préservation du réseau de librairies indépendantes, aux côtés des collectivités locales Préservation au niveau européen, la notion d'exception culturelle Préservation de la rémunération de la création à travers le système français du droit d'auteur en confortant l'Hadopi dans son rôle pédagogique, voire en la renforçant pour la rendre plus efficace et en</p>

PROPOSITIONS DES CANDIDATS A LA PRIMAIRE DE LA DROITE ET DU CENTRE

Thèmes	Alain JUPPE	François FILLON
	Lancement d'un plan décennal pour assurer notamment l'entretien des cathédrales Développement du financement participatif, du mécénat et de l'initiative privée (Les Echos le 11 juillet 2016)	luttant efficacement contre la contrefaçon commerciale des œuvres musicales, littéraires ou audiovisuelles Diversification des modes de financement en soutenant le recours au mécénat, mais aussi au lancement de souscriptions, aux PPP et au financement participatif Application du principe d'un nombre minimum de représentations à tous les spectacles subventionnés (Site de campagne Fillon 2017)
Statut des intermittents	Maintien du statut de l'intermittent (Discours au Forum d'Avignon à Bordeaux le 31 mars 2016)	Lutte contre les abus pour préserver le régime des intermittents du spectacle par l'exclusion de toute forme d'emploi permanent et notamment les programmes de flux Accompagnement à l'ouverture de 1000 pépinières d'artistes sur le territoire avec les collectivités locales (Site de campagne Fillon 2017)
Audiovisuel	Réforme de la régulation juridique et économique de l'audiovisuel, notamment privé Développement de l'exportation des productions audiovisuelles Développement du financement des créations françaises par les grandes entreprises nationales Maintien du financement public des radios et chaînes TV publiques (Propositions AJ2017)	Optimisation de l'offre de l'audiovisuel public en lançant une mission de réflexion sur l'évolution des usages et l'adaptation de l'offre du service public aux nouveaux moyens de diffusion qu'entraîne la révolution numérique Proposition au niveau européen, d'une initiative en faveur des futurs « Airbus » de l'audiovisuel, du numérique et des nouvelles technologies Réservation du bénéfice d'une partie du crédit d'impôt cinéma existant aux dépenses correspondantes aux effets spéciaux, et élargissement de l'assiette des dépenses éligibles du crédit d'impôt international Soutien à l'audiovisuel extérieur en faisant de France Médias Monde (FMM) une entité au service de l'influence de la France dans le monde et de la francophonie (Site de campagne Fillon 2017)
Sport		
SOCIÉTAL		
Egalité H/F	<p>Lutter contre les violences faites aux femmes</p> <ul style="list-style-type: none"> → Amélioration de la prise en charge globale de la victime en privilégiant un parcours pré-défini → Mise en place de statistiques sur les violences constatées et les réponses apportées cas par cas → Mise en œuvre d'une campagne de sensibilisation à l'école dès le plus jeune âge des filles et des garçons sur le respect de l'intégrité physique et psychique de l'autre → Lancement d'une campagne auprès des professionnels de santé de formation de repérage des signes physiques et psychologiques chez les femmes et les enfants et d'orientation auprès des services idoines <p>Lutte contre la précarité et la pauvreté</p> <ul style="list-style-type: none"> → Création de centres d'accueil dédiés aux femmes dans le cadre des CCAS ou autres structures existantes sur le territoire permettant l'établissement d'un dossier électronique pour chaque femme et de l'informer sur sa situation (connaissance de ses droits, prise en charge, orientation) → Création d'unités mobiles de médiation des femmes isolées/en situation de précarité ou « Bus des femmes » avec des équipes pluridisciplinaires <p>Mixité des métiers</p> <ul style="list-style-type: none"> → Plan égalité à l'école : semaine annuelle des métiers mixtes et organisation de rencontres avec des femmes de l'entreprise, du digital et de l'artisanat → Révision des contenus des manuels scolaires rééquilibrant l'apport des femmes → Promotion de l'apprentissage et de l'alternance des filles 	<p>Développement de la démarche d'entrepreneuriat par les femmes à travers le financement d'un fond qui respectera le principe de parité H/F, de 100 millions d'euros avec la Bpifrance et la Caisse des Dépôts</p> <p>Vie d'entreprise et politique</p> <ul style="list-style-type: none"> → Renforcement des contrôles destinés à veiller au respect des dispositifs de parité homme / femme → Stricte application de la loi sur l'égalité des salaires → Mise en œuvre de campagnes de sensibilisation pour informer sur l'accès à la mixité des métiers et l'ouverture à toutes les filières → Application de la tolérance zéro au sexisme en politique → Mise en place de mesures législatives et d'une politique pénale pour exclure de leur mandat et rendre inéligible tout élu ou membre de l'exécutif dans les cas de harcèlement sexiste ou d'agressions sexuelles avérées → Augmentation des amendes en cas de non-respect des obligations paritaires par les organisations politiques <p>Lutte contre les violences</p> <ul style="list-style-type: none"> → Développer l'hébergement d'urgence à destination des femmes victimes de violence → Encouragement des femmes à porter plainte et mise en place d'un cadre sécurisant dans les commissariats → Renforcement des dispositifs de signalement du harcèlement sexuel dans les entreprises → Développement dès l'école primaire d'un travail de pédagogie sur le respect des femmes et l'égalité hommes/femmes

Thèmes	Alain JUPPE	François FILLON
	<ul style="list-style-type: none"> → Lutte active contre le sexisme et le cybersexisme → Développement de la mixité des installations sportives → Plan digital : incitations particulières des filles au numérique et à la création d'entreprises <p>Vie professionnelle</p> <ul style="list-style-type: none"> → Optimisation de l'équilibre vie professionnelle-vie privée pour les femmes comme pour les hommes via des aménagements souples dans le cadre des négociations des entreprises sur le temps de travail → Garantie du libre choix de mode de garde des enfants y compris pour les indépendantes et les femmes en recherche d'emploi (horaires adaptés) → Mise en place d'indicateurs de parité à tous les échelons de la fonction publique (Propositions AJ2017) 	<ul style="list-style-type: none"> → Augmentation des délais de prescription de plainte pour les femmes victimes d'agression sexuelle → Sanction d'une amende aggravée pour toutes les incivilités commises à l'égard des femmes dans l'espace public et les transports en commun <p>Monoparentalité</p> <ul style="list-style-type: none"> → Accès prioritaire aux logements sociaux pour les femmes isolées → Création d'une grande plate-forme d'échange intergénérationnel sous la supervision de l'Etat pour venir en aide aux « mères isolées » dans leur quotidien → Renforcement des dispositifs d'aide aux associations qui apportent un soutien matériel aux femmes → Accès prioritaire aux crèches pour les familles monoparentales → Flexibilisation des horaires des structures de garde → Mise en œuvre de dispositifs incitatifs pour encourager les entreprises de plus de 50 salariés à créer leur propre crèche d'entreprise → Mise en place de la déduction fiscale ou de la réduction des charges des gardes d'enfants qui grèvent le budget des femmes seules ayant des enfants à charge <p>Lutte contre l'islam radical</p> <ul style="list-style-type: none"> → Suppression des aides à toutes les associations qui ne respectent pas l'égalité homme/femme, la mixité, la liberté → Interdiction des prêches qui portent une atteinte grave au principe d'égalité homme/femme et sanction pénale ces atteintes → Aide aux associations de mères qui luttent dans les quartiers contre la radicalisation de leurs enfants, et plus globalement les associations qui luttent pour défendre l'égalité homme/femme (Site de campagne Fillon 2017)
Laïcité	<p>Création d'un Code de la laïcité réunissant l'ensemble des règles à respecter</p> <p>Création d'un délit d'entrave à la laïcité dans les services publics</p> <p>Création d'un Conseil national des cultes pour favoriser le dialogue entre les différentes religions et l'État</p> <p>Définition en accord avec les autorités représentatives des Français musulmans des règles relatives au recrutement et à la formation des imams, à la transparence du financement des lieux de culte ainsi qu'à l'usage du français pour le prêche (Pour un Etat fort)</p>	<p>Fonctionnement des mosquées sous réserve du respect des règles de la République</p> <p>Interdiction de tout financement étranger occulte</p> <p>Contrôle administratif temporaire des prêcheurs dans les mosquées (Le Figaro Magazine le 20 mai 2016)</p>
Handicap / Fin de vie	<p>Encourager la scolarisation des enfants en situation de handicap en milieu dit « ordinaire » soit la solution effective de droit commun</p> <p>Développement de postes d'accompagnant tout en formant le personnel scolaire au handicap</p> <p>Reconnaissance et aide aux aidants familiaux</p> <p>Garantie d'un droit au répit en mettant en place des structures adaptées mais aussi en finançant un dispositif pour que l'aidant puisse être remplacé plusieurs jours de suite dans le lieu de vie de la personne aidée (Propositions AJ2017)</p>	<p>Opposition à la légalisation de l'euthanasie (La Croix le 30 juin 2016)</p> <p>Reconnaissance aux parents d'une personne handicapée un droit à la formation au moment de la découverte du handicap</p> <p>Développement de l'accueil des élèves en situation de handicap dans les écoles ordinaires</p> <p>Renforcement de la formation des auxiliaires de vie scolaire</p> <p>Soutien aux aidants familiaux en leur donnant un véritable statut légal et fiscal et en leur proposant une offre d'accompagnement</p> <p>Développement du « baluchonnage » et de « l'accueil temporaire » (intervention à domicile d'une personne tierce pour quelques jours ou quelques heures)</p> <p>Amélioration du fonctionnement des MDPH (maisons départementales des personnes handicapées)</p> <p>Mise en œuvre de l'accessibilité en privilégiant l'accès au transport en commun pour tous</p>

Thèmes	Alain JUPPE	François FILLON
		<p>Allègement des normes d'habitabilité et d'accessibilité actuelles sur les logements neufs pour favoriser la modularité des habitats privatifs et faciliter ainsi l'intégration, ou l'inclusion, des personnes handicapées tout en permettant de diminuer le coût des constructions</p> <p>Assouplissement du contingentement de l'aide au poste dans les entreprises adaptées pour les travailleurs handicapés dans le cadre des conventions triennales entre l'Etat et ces entreprises</p> <p>Développement de la formation en alternance des personnes handicapées avec l'accompagnement d'un tuteur</p> <p>Développement de la prévention contre le suicide et les troubles mentaux pouvant générer un handicap</p> <p>Imposition des recommandations de la HAS aux Centres médico-psychologiques (CMP) et aux Centres de Ressources Autisme (CRA) pour la prise en charge de l'autisme</p> <p>Adaptation de la tarification à l'activité des établissements de santé afin de tenir compte de la surcharge de travail, et introduction de tarifs spécifiques pour le handicap</p> <p>(Propositions de Force républicaine)</p>
FAMILLE		
<p>Politique familiale</p>	<p>Relèvement du quotient familial à 2500 euros par demi-part supplémentaire dès 2017 pour toutes les familles (Les Echos le 11 mai 2016)</p> <p>Rétablissement du versement de la prime à la naissance dès le 7^{ème} mois de grossesse</p> <p>Soutien de l'emploi de gardes d'enfants à domicile par des allègements de charges de 600 millions d'euros en faveur des particuliers employeurs</p> <p>Mise en place d'une « garantie dépendance » permettant de minimiser le reste à charge en cas de dépendance lourde et durable</p> <p>Concertation avec l'ensemble des acteurs de la dépendance publics ou privés pour arrêter les modalités de l'assurance dépendance</p> <p>Augmentation du maintien des personnes âgées à domicile par un dispositif fiscal incitatif à la couverture dépendance (Discours à Rennes sur le modèle social le 19 octobre 2016)</p> <p>Facilitation de la mise en place de réseaux de solidarité de proximité, face aux difficultés que peuvent rencontrer les parents</p> <p>Suspension des allocations versées aux familles en cas de non-respect de leurs obligations en matière de scolarisation</p> <p>Lutte contre les violences faites aux enfants, sous toutes leurs formes, par le lancement d'une Grande cause nationale pour assurer le repérage et le signalement effectif de tout ce qui peut nuire à l'intégrité de l'enfant</p> <p>Incitation pour un parent de faire don dans la limite de 150 000 euros tous les dix ans à ses enfants avant que ceux-ci aient atteint l'âge de 40 ans (Propositions AJ2017)</p>	<p>Rétablissement de l'universalité des allocations familiales</p> <p>Hausse du plafond du quotient familial à 3000 euros</p> <p>Renforcement de l'accueil de la petite enfance</p> <p>Assouplissement de la réglementation pour l'ouverture de crèches et halte garderies</p> <p>Maintien de l'enveloppe des aides fiscales et sociales destinées aux particuliers-employeurs pour les emplois familiaux</p> <p>Rétablissement du contrat de responsabilité parentale permettant la suspension des allocations familiales en cas d'absentéisme ou de comportements irrespectueux des valeurs fondamentales de la République</p> <p>Mise en place d'un congé parental d'éducation modulable dans le cadre du compte personnel d'activité (Propositions de Force républicaine)</p> <p>Dépendance</p> <ul style="list-style-type: none"> ➔ Incitation à la généralisation d'une couverture assurantielle dépendance privée sur une base volontaire par des contrats labellisés avec des incitations fiscales ➔ Harmonisation des processus d'instruction, de décision et de contrôle de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) ➔ Encouragement à la prévention contre toute forme de dépendance ➔ Lancement d'une grande campagne nationale pour financer la recherche sur la maladie d'Alzheimer à l'occasion de la journée mondiale contre la maladie d'Alzheimer ➔ Facilitation du départ en retraite en permettant aux nouveaux retraités de jouer un rôle de conseil auprès des jeunes créateurs d'entreprise et des chefs d'entreprise ➔ Priorité à l'aide aux personnes âgées au niveau de l'engagement de service civique qui pourrait alors être étendu aux plus de 25 ans pour cette action spécifique ➔ Définition d'une forme spécifique et souple du volontariat associatif afin d'aider les personnes âgées dans leur vie quotidienne <p>(Propositions de Force républicaine)</p> <p>Opposition à l'accès à l'aide médicale à la procréation pour les couples de femmes, les femmes seules et les femmes ménopausées</p> <p>Facilitation de la souscription d'assurances-dépendance par des incitations fiscales</p> <p>Renforcement de la solidarité envers les personnes âgées en difficulté financière grâce à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, en liaison avec les départements (La Croix le 30 juin 2016)</p>

Thèmes	Alain JUPPE	François FILLON
		<p>Protection des enfants</p> <ul style="list-style-type: none"> → Vérification chaque année du casier judiciaire de toute personne embauchée dans un secteur professionnel en relation avec des mineurs → Présence de référents formés aux problèmes de violences sur les enfants dans toutes les écoles de manière à sensibiliser les enfants et à repérer d'éventuels abus → Suivi des actions de services éducatifs confiés aux départements → Faire de la non-assistance à mineur en danger une circonstance aggravante du délit de non-assistance à personne en danger → Lancement d'une mission ayant pour objet de bloquer l'accès des mineurs aux sites et vidéos pornographiques, en concertation avec les fournisseurs d'accès internet, les opérateurs de téléphonie mobile, les hébergeurs, la CNIL, les associations familiales ou de protection de l'enfance et les organismes concernés <p>(Site de campagne Fillon 2017)</p>
Loi Taubira / Mariage pour tous	<p>Statu quo sur la loi Taubira (Le Figaro le 4 juillet 2016)</p> <p>Favorable à l'adoption par les couples de même sexe (La Croix le 4 juillet 2016)</p>	<p>Adoption plénière réservée aux couples hétérosexuels</p> <p>Evolution du droit de l'adoption, notamment au regard du droit à l'accès aux origines pour les enfants adoptés (La Croix le 30 juin 2016)</p>
PMA / GPA	<p>« <i>Fermeement opposé</i> » à la GPA (Twitter le 9 septembre 2016)</p>	<p>Mise en place d'une action internationale en faveur de l'abolition de la GPA</p> <p>Renforcement des sanctions pénales pour le recours ou la promotion de la GPA</p> <p>Limitation de la PMA aux couples hétérosexuels infertiles (Proposition de Force républicaine)</p>
SANTE		
Aide médicale d'Etat	<p>Limitation de l'AME aux cas d'urgence pour lutter contre le tourisme médical (division par 3 du nombre de bénéficiaires) (L'Opinion le 24 mars 2016)</p>	<p>Suppression de l'AME remplacée par une dispense de frais de santé limitée (hors mineurs) (Propositions de Force Républicaine)</p>
Parcours de santé	<p>Favorable à la mixité des parcours public-privé des médecins</p> <p>Développement de la recherche biomédicale</p> <p>Numérisation des dossiers de soin pour un suivi efficace et simplifié</p> <p>Développement de l'e-santé : applications mobiles et plateformes d'informations du patient sur sa santé, outils de téléassistance, télévigilance et de communication au médecin de données du patient, télémédecine</p> <p>Développement des maisons médicales de garde associant médecins libéraux et hospitaliers</p> <p>Liberté d'installation pour les médecins libéraux</p> <p>Participation des établissements privés au service public hospitalier</p> <p>Suppression des 35 heures mais maintien du statut de la fonction publique hospitalière</p> <p>Lutte contre les déserts médicaux (Les Echos le 24 juin 2016)</p> <p>Développement des soins et de la chirurgie ambulatoires (Les Echos le 11 mai 2016)</p> <p>Développement de l'autonomie budgétaire des hôpitaux (Discours à Rennes sur le modèle social le 19 octobre 2016)</p> <p>Augmentation de 10% en cinq ans les sommes consacrées à la prévention et à l'éducation en santé</p> <p>Evaluation de l'impact sur la santé de toutes les politiques publiques</p> <p>Résorption des inégalités sociales et territoriales de santé, avec une attention particulière portée à la santé des jeunes et des demandeurs d'emploi</p>	<p>Abrogation de la loi de santé</p> <p>Création d'un label « Hôpital France » pour développer l'excellence de la recherche et l'émergence de sociétés innovantes, et faire du secteur de la santé un des fleurons français</p> <p>Rétablissement des 39 heures à l'hôpital</p> <p>Mise en place du dossier médical informatisée</p> <p>Accélération de la mise en place des parcours de soins en prenant en compte l'évolution des pathologies, des besoins des patients et des approches thérapeutiques</p> <p>Révision de l'ensemble des formations en santé ainsi que la sélection</p> <p>Développement de l'accès au marché des produits innovants</p> <p>Intégration de la dimension industrielle dans la politique de santé (Propositions de Force Républicaine)</p> <p>Développement d'une santé connectée</p> <p>Développement de la mixité des parcours public-privé des médecins</p> <p>Favorable à une recomposition de la carte hospitalière</p> <p>Développement de maisons médicales et de centres de petites urgences pour améliorer le maillage territorial en matière de santé</p> <p>Développement de l'hospitalisation à domicile</p> <p>Revalorisation du rôle du médecin traitant et de sa rémunération</p> <p>Mise en place de subventions à l'installation dans des zones sous-dotées</p> <p>Révision du rôle des CHU (Site de campagne Fillon 2017)</p>

PROPOSITIONS DES CANDIDATS A LA PRIMAIRE DE LA DROITE ET DU CENTRE

Thèmes	Alain JUPPE	François FILLON
	<p>Mettre en place une politique de prévention mieux intégrée aux parcours de santé Evolution du programme des études de médecine et des autres professionnels de santé afin de faire une plus grande place à la prévention Renforcement de l'implication de la France dans les programmes internationaux de lutte contre le sida, le paludisme et la tuberculose Renforcement de la protection maternelle et infantile et de la médecine scolaire Action contre l'obésité et politiques en faveur de l'amélioration de la nutrition à l'école et à la maison Mise en place un plan de lutte contre les addictions (Cahier Santé)</p>	
DEVELOPPEMENT DURABLE / AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		
Développement durable	<p>Mise en œuvre de la technologie au service du développement durable (Twitter le 9 septembre 2016)</p> <p>Développement de l'économie circulaire Intégration de la révolution numérique au service du développement durable des territoires Mise en œuvre de politiques environnementales répondant à une triple exigence de moralité, de solidarité et d'exemplarité (Propositions AJ2017)</p>	<p>Lutte contre le changement climatique en réduisant les émissions de gaz à effet de serre (prix plancher du carbone à 30 €) (Site de campagne Fillon 2017)</p> <p>Habitat durable</p> <ul style="list-style-type: none"> → Incitation, par un crédit d'impôt aux particuliers, à l'utilisation d'éco-matériaux → Instauration pour les artisans commerçants et autoentrepreneurs d'une franchise de TVA jusqu'à un plafond de 50 000 € de CA pour les services, de 120 000 € pour l'achat-revente → Alignement des conditions du PTZ bâtiments anciens sur celles des bâtiments neufs sans contraintes d'investissement supplémentaires. → Incitation à une amélioration du niveau de qualification des artisans de la construction (Site de campagne Fillon 2017) <p>Déchets</p> <ul style="list-style-type: none"> → Information du grand public sur l'existence de la valorisation des déchets et développement de la pédagogie du tri → Augmentation significative de la taxe de mise en décharge → Extension de l'obligation de récupération de leurs propres produits en fin de vie par les industriels → Application d'un taux de TVA réduit sur les produits intégrant plus de 50 % de matériaux recyclés dans leur composition. (Site de campagne Fillon 2017) <p>Politique de l'eau</p> <ul style="list-style-type: none"> → Relance de l'efficacité de l'action publique notamment par la remise en état des cours d'eau → Mise en œuvre, dans le domaine du risque naturel et industriel, des politiques efficaces de prévention et de résilience du risque « catastrophes naturelles » (Site de campagne Fillon 2017)
Energie	<p>Création d'un pôle d'expérimentation relatif au procédé d'extraction du gaz de schiste (Déplacement à Montréal le 30 avril 2015)</p> <p>Suppression de l'objectif de retour à 50% du nucléaire dans la production d'électricité française Prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires atteignant 40 ans à condition qu'elles présentent toutes les garanties de sécurité et que leur prolongation présente un intérêt économique Contre la fermeture de la centrale de Fessenheim Développement des outils visant à améliorer notre efficacité énergétique pour réduire la consommation d'énergies fossiles polluantes et importées</p>	<p>Favorable à la recherche sur l'exploitation sans risque du gaz de schiste Favorable à une mutualisation des connaissances techniques et de la recherche en matière d'énergie au niveau européen Mise en place des compteurs intelligents (Site de campagne Fillon 2017)</p> <p>Politique nucléaire</p> <ul style="list-style-type: none"> → Prolongation de l'exploitation des centrales nucléaires existantes de 40 à 60 ans → Opposition la fermeture de la centrale de Fessenheim → Soutien des compétences au sein de la filière nucléaire française

Thèmes	Alain JUPPE	François FILLON
	<p>Développement des énergies renouvelables, notamment par la mise en œuvre d'un programme d'équipement solaire en veillant à privilégier les solutions les plus compétitives et en privilégiant la création de valeur nationale et locale</p> <p>Développement du passeport de rénovation énergétique pour guider les propriétaires et locataires dans les travaux de rénovation énergétique</p> <p>Favorable à une mutualisation des connaissances, techniques et de la recherche en matière d'énergie au niveau européen (Propositions AJ2017)</p>	<ul style="list-style-type: none"> → Renforcement des études sur les réacteurs de 4^{ème} génération → Incitation à la recherche et au stockage des émissions de CO₂ → Développement d'une gamme de petits et moyens réacteurs nucléaires (SMR) (Site de campagne Fillon 2017) → Maintien de la part du nucléaire et remplacement de l'énergie d'origine fossile par des énergies renouvelables (France Info le 6 novembre 2016) <p>Energies renouvelables</p> <ul style="list-style-type: none"> → Fixation d'un objectif proche de 0% d'électricité d'origine fossile le plus rapidement possible → Renforcement des pôles de compétitivité regroupant les entreprises spécialisées dans les énergies renouvelables. → Incitation à la création de fonds d'investissement privés dédiés au financement de ces entreprises, avec l'appui de Bpifrance → Suppression de l'obligation d'achat de la production pour les nouvelles installations ainsi qu'à l'échéance des contrats en cours pour les installations existantes → Avantage pour les appels à projet pour les grosses unités → Autorisation de l'autoconsommation de l'énergie produite de manière autonome (Site de campagne Fillon 2017) <p>Marchés publics</p> <ul style="list-style-type: none"> → Introduction systématique d'une clause de « mieux-disant », permettant de tenir compte des effets environnementaux et des retombées locales (Site de campagne Fillon 2017)
Principe de précaution		Remplacement du principe de précaution par le principe de responsabilité (Entreprendre du 31 octobre 2014)
Agriculture	<p>Report des échéances sociales et fiscales pour les agriculteurs les plus fragilisés</p> <p>Agir pour la compétitivité du secteur : soutenir l'investissement et l'innovation</p> <p>Allègement des charges sociales, fiscales et réglementaires pesant sur les entreprises agricoles</p> <p>Moratoire sur les nouvelles normes pour permettre une meilleure stabilité et visibilité aux nouveaux investisseurs</p> <p>Préparation de la prochaine PAC (horizon 2020) : dispositifs assurantiels, négociation poussée de l'accord transatlantique à visée protectionniste dans le secteur agricole</p> <p>Révision de la Loi de Modernisation de l'Économie (LME) en faveur des producteurs</p> <p>Développement des circuits courts et de l'étiquetage de provenance, y compris sur la viande transformée</p> <p>Approvisionnement de la restauration collective en produits du terroir « bios » autant que possible</p> <p>Concentration de la production agricole sur l'exportation</p> <p>Généralisation du numérique pour rationaliser les méthodes de production</p> <p>Repenser le statut des exploitations agricoles pour les considérer enfin comme des entreprises (Propositions AJ2017)</p> <p>Mise au point d'un mécanisme de garantie des revenus pour faire face à la variation des prix</p> <p>Mobilisation des fonds européens et des fonds de la BPI pour aider les jeunes agriculteurs à s'installer (AFP le 15 septembre 2016)</p>	<p>Reconnaissance des agriculteurs comme des entrepreneurs à part entière</p> <ul style="list-style-type: none"> → Simplification du droit des entreprises agricoles pour laisser les agriculteurs choisir librement la forme juridique de leur entreprise → Instauration d'un sursis d'imposition lors de la transmission de la PME aux descendants → Réduction de 40 milliards des charges et impôts pesant sur toutes les entreprises et donc les entreprises agricoles <p>Libération des agriculteurs du carcan des normes</p> <ul style="list-style-type: none"> → Abrogation par ordonnance de toutes les normes ajoutées aux textes européens → Evaluation par une étude d'impact obligatoire des conséquences de toute décision publique, y compris en matière de politique sanitaire et environnementale <p>Partage de la gestion du risque</p> <ul style="list-style-type: none"> → Transformation de la déduction pour aléa en un « compte épargne aléa climatiques et économiques » alimenté librement pendant les années de bonne récolte, utilisable en cas de pertes d'exploitation, et très simple d'emploi. Lorsque l'agriculteur l'alimente, le montant est comptabilisé en charge et lorsqu'il le débloque, le montant est comptabilisé en produit. L'objectif est que ce compte épargne représente, à terme, une année de récolte. → Transfert de la couverture du risque climatique et des fonds qui permettent de la financer à un fonds de mutualisation géré par les agriculteurs <p>Possibilité pour les agriculteurs d'augmenter leurs marges</p> <ul style="list-style-type: none"> → Liberté des agriculteurs de se regrouper en organisations de producteurs de taille significative, avec des démarches simples, pour mieux défendre leurs marges

Thèmes	Alain JUPPE	François FILLON
		<ul style="list-style-type: none"> → Encadrement par la loi de la négociation des contrats, pour que la négociation entre les producteurs et les industriels rééquilibre la négociation entre les industriels et les distributeurs → Soutien des circuits directs de vente du producteur au consommateur en mettant en place un crédit d'impôt et des prêts d'honneur « circuits directs agricoles » sans intérêts ni garantie. Les produits vendus en circuit direct pourront aussi être vendus contre la remise de « chèques déjeuners » → Amélioration de la compétitivité hors prix des agriculteurs français en faisant apposer sur l'emballage de tous les produits alimentaires la mention claire de leur provenance et de leur lieu de transformation et en affichant sur l'étiquette des produits frais vendus en grande distribution le prix d'achat au producteur agricole <p>Construction d'une politique agricole commune simple, ambitieuse et réactive</p> <ul style="list-style-type: none"> → Fondation de la PAC 2020 sur la gestion des risques et sur le soutien à l'investissement → Priorité pour le prochain ministre de l'agriculture de participer activement à la conception de la PAC, pour faire valoir notre conception de celle-ci → Application systématique de la préférence communautaire pour que l'Europe défende les agriculteurs européens → Réforme du droit de la concurrence et maintien à l'euro près du budget de la PAC → Fin des sanctions contre la Russie qui tuent le marché important sans aucun gain diplomatique <p>Innovation</p> <ul style="list-style-type: none"> → Relance des programmes de recherche et d'innovation pour l'agriculture de demain, notamment ceux concernant la génétique et l'agriculture 3.0 → Développement des « paysans-chercheurs » grâce aux avantages du « crédit impôt recherche » notamment sur le sujet des pratiques agricoles <p>(Terre-net le 19 octobre 2016)</p>
Transports	<p>Développement des transports verts et intelligents afin de réduire drastiquement les émissions de carbone</p> <p>Rénovation et maintien en condition des infrastructures de transport, en particulier dans le domaine ferroviaire</p> <p>Préférence pour le fret ferroviaire et le fret fluvial au transport routier</p> <p>Développement prioritaire de toutes les formes de mobilité partagée et du verdissement du parc automobile</p> <p>Effort important en matière de recherche et d'innovation dans les transports</p> <p>(Propositions AJ2017)</p>	<p>Engagement à la préparation de la mise en concurrence de la SNCF</p> <p>Octroi aux Régions, qui financent les TER, du rôle d'autorité organisatrice pour lancer les appels d'offre</p> <p>Octroi aux Régions de toutes les compétences sur leur territoire, pour la meilleure organisation du transport et de la mobilité</p> <p>Incitation au développement des véhicules, voitures ou bus à énergie propre (électriques, gaz, etc.)</p> <p>(Site de campagne Fillon 2017)</p>
Urbanisme		<p>Regroupement des procédures d'autorisation en une procédure unique et faire de la cour administrative la seule autorité contentieuse avec une unique voie de recours devant le Conseil d'Etat</p> <p>Abrogation de toutes les normes surajoutées par rapport aux directives européennes</p> <p>Abrogation des schémas et plans superflus.</p> <p>(Site de campagne Fillon 2017)</p>
Zone rurale	<p>Politique d'aménagement du territoire en faveur des territoires ruraux, adoptant une logique plus économique que social, une logique d'attractivité et non de redistribution</p> <p>(Propositions AJ2017)</p> <p>Création de zones franches rurales sur la base des projets de développement élaborés par les territoires eux-mêmes</p> <p>Accélération de la couverture intégrale des territoires en téléphonie mobile et en THD Internet</p> <p>Préservation des services publics locaux autour du bureau de poste ou du commerce ruraliste</p> <p>Lutte contre les déserts médicaux</p> <p>(Discours à Rennes sur le modèle social le 19 octobre 2016)</p>	<p>Mise en œuvre d'un plan de généralisation du THD sur l'ensemble du territoire</p> <p>(Site de campagne Fillon 2017)</p>

Thèmes	Alain JUPPE	François FILLON
Tourisme	Développement du couplage « patrimoine/tourisme » en aménageant et embellissant les sites à potentiel touristique pour développer l'activité économique (Propositions AJ2017)	
REFORME INSTITUTIONNELLE ET TERRITORIALE		
Trajectoire budgétaire	Réalisation d'un audit complet des finances publiques présenté au Parlement lors d'une session extraordinaire Retour de la dépense publique à 50 % en 2022 avec une première étape vers 52 à 53 % après un quinquennat (Sommet de l'économie organisé par Challenges le 5 novembre 2015) Rétablissement de l'équilibre budgétaire en 5 ans en baissant la dépense publique, à l'instar des autres pays européens et non pas en augmentant les impôts Réalisation de 85 à 100 milliards d'économies pour résorber le déficit structurel de la France (57Md€) et financer la baisse d'impôts (28Md€), en réformant les retraites (20Md€), en supprimant 300 000 emplois publics (10Md€), en révisant le périmètre d'intervention de l'Etat (10Md€), en ramenant à l'équilibre l'assurance chômage (5Md€) et en luttant contre la fraude et les abus du système social (7Md€) (Propositions AJ2017)	Inscription de la règle d'or dans la Constitution 100 milliards d'euros d'économies entre 2017 et 2022 pour lancer un processus de désendettement (Cinq engagements pour redresser les finances publiques et relancer la croissance du 30 septembre 2014)
Réforme de la fonction publique	Instauration de deux jours de carence Externalisation de certaines fonctions publiques (Déjeuner au MEDEF du 8 décembre 2015) Réduction de 250 000 à 300 000 emplois publics en cinq ans, dont 200 000 à 250 000 hors secteurs de l'éducation, de la police, de la défense et de la justice Non-renouvellement des départs à la retraite Augmentation du temps de travail des fonctionnaires sans remise en cause de leur statut Possibilité de recrutements sous statut privé dans certains secteurs à caractère industriel et commercial Rattachement dès 2018 des nouveaux embauchés dans la fonction publique au régime général de retraites (Les Echos le 11 mai 2016) Simplification du régime de rémunération des fonctionnaires pour accroître la part de la rémunération relevant de la performance et faciliter les mobilités au sein des administrations et entre fonctions publiques (Cinq ans pour l'emploi) Possibilité de licenciement pour faute des hauts fonctionnaires (Le JDD le 15 mai 2016)	Passage aux 39 heures hebdomadaires dans la fonction publique avec négociation sur les rémunérations Réduction des effectifs de la fonction publique de 500 000 postes en 5 ans au niveau de l'Etat, des hôpitaux et des collectivités locales Rétablissement d'un jour de carence Alignement des régimes de retraite privé/public (L'Opinion le 24 mars 2016) Simplification de la segmentation de la fonction publique en passant de 300 corps à 20 ou 30 grandes catégories pour faciliter les évolutions de carrière et la rémunération au mérite Recrutement limité à un fonctionnaire pour deux qui partent à la retraite Réaffectation d'une partie des économies réalisées à une revalorisation salariale Simplification du recrutement des contractuels (Livre Faire du 16 septembre 2015)
Réforme de l'Etat	Réduction de moitié du nombre de parlementaires (Sommet de l'économie organisé par Challenges du 5 novembre 2015) Favorable à un mandat unique à l'Elysée (Europe 1 le 5 janvier 2016) Composition du gouvernement limitée à 12 ministres maximum aux attributions stables et présentés avant l'élection présidentielle Nomination de 10 à 15 secrétaires d'Etat dont certains avec une mission précise et limitée dans le temps	Organisation d'un référendum constitutionnel à la suite de l'élection présidentielle sur une réduction du nombre de parlementaires (Fondation iFRAP) Limitation du Gouvernement à 15 ministres maximum (Le Lab du 23 octobre 2014)

Thèmes	Alain JUPPE	François FILLON
	<p>Instauration d'une « <i>delivery unit</i> » comme sur le modèle britannique, pour s'assurer de la mise en œuvre systématique des décisions Travail du Parlement consacré à l'évaluation et à la suppression des règles existantes plutôt que vers le vote de règles nouvelles Instauration d'un cabinet de la société civile auprès du Président de la République (La Tribune le 19 mai 2016)</p> <p>Révision du non-cumul des mandats « <i>vers une formule réaliste et pas systématique</i> » (Le Parisien le 24 mars 2016)</p> <p>Création d'un Conseil de la jeunesse rattaché au Président de la République (Propositions AJ2017)</p>	
Réforme territoriale	<p>Création d'un « contrat de stabilité entre l'État et nos territoires » ne remettant pas en cause les lois MAPTAM et NOTRe Création d'un contrat pluriannuel d'évolution des dotations Arrêt complet des transferts de compétences ou de nouvelles charges non financées Stabilisation des dépenses des collectivités territoriales (L'Opinion le 24 mars 2016)</p> <p>Mise en place d'un fonds numérique dédié pour les collectivités Remise à plat du système de péréquation (France 3 Régions le 2 juin 2016)</p> <p>Mise en œuvre du droit constitutionnel à l'expérimentation pour permettre aux collectivités de décider elles-mêmes de la meilleure organisation adaptée à chaque territoire Possibilité pour deux départements de fusionner s'ils le souhaitent Possibilité pour une région de déléguer des compétences à un département si elle le souhaite Modification des conditions d'attribution des dotations de l'Etat pour encourager les collectivités qui auront fait des efforts de bonne gestion (Cinq ans pour l'emploi)</p>	<p>Révision du partage des compétences entre l'Etat et les collectivités en préférant la définition d'objectifs à atteindre pour celles-ci plutôt qu'une intervention discrétionnaire sur les modalités d'exercice des compétences transférées Transfert de nouvelles responsabilités avec leurs moyens aux collectivités territoriales, chaque fois que nécessaire pour l'efficacité des réformes (Manifeste pour la France : Osons dire, Osons faire de janvier 2016)</p> <p>Octroi aux communes une véritable autonomie fiscale Possibilité pour les communes de disposer des moyens de paiements dont disposent les entreprises et les particuliers et mettre fin aux mandats et aux titres mais aussi simplification de la comptabilité publique Analyse des avantages et inconvénients des dernières lois de décentralisation : <ul style="list-style-type: none"> → Réflexion sur le rapprochement des départements et régions à travers le Conseiller territorial → Possibilité de fusionner des communes ou des départements → Révision du découpage régional → Renvoi à référendum pour les fusions → Rationalisation de l'intercommunalité </p>
Outre-mer	<p>Création de 4 pôles de compétitivité interterritoriaux et de filières d'enseignement dédiés à la mer, à l'énergie, à l'a construction durable et à la biodiversité Promesse de ne pas remettre en cause le principe de sur-rémunération des fonctionnaires Augmentation de 50 % le nombre de place au service militaire adapté (SMA) pour favoriser l'insertion des jeunes en difficultés sur le marché du travail pour atteindre 9000 places au terme du quinquennat Lutte contre les discriminations frappant spécifiquement les ultramarins en matière de biens et services privés (France Info le 20 octobre 2016)</p> <p>Economie</p> <ul style="list-style-type: none"> → Lancement d'un plan d'investissement de 500 M € pour renforcer la productivité et stimuler la croissance, mettre fin à la fracture numérique, améliorer la gestion de l'eau et des déchets, et développer les infrastructures de transports → Garantie sur 5 ans d'une défiscalisation simplifiée et déconcentrée → Création d'une concurrence effective garantissant les prix les plus bas pour les consommateurs en veillant à la lutte contre les fraudes et le travail illégal → Soutien aux associations de consommateurs à se saisir des actions de groupe → Création de nouvelles zones franches simplifiées et ciblées sur les secteurs exposés à la concurrence 	<p>Sécurité et immigration</p> <ul style="list-style-type: none"> → Octroi de Saint-Martin d'une juridiction propre (création d'une chambre détachée) et d'un établissement pénitentiaire → Renforcement du contrôle des frontières maritimes et terrestres à Saint-Martin, en, Guadeloupe et à Mayotte pour éviter l'introduction de produits stupéfiants et l'acheminement de personnes en situation irrégulière → Octroi à la police judiciaire des moyens nécessaires à ses missions, notamment en augmentant le nombre d'enquêteurs dotés de compétences financières, pour faire face aux fraudes sociales et fiscales, avec une priorité à donner à la Guyane Rétablissement du contrôle des armes en introduisant les règles du droit de la chasse en Guyane et en instaurant un dispositif pénal accélérant et généralisant les sanctions → Développement de patrouilles mixtes terrestres et maritimes, associant policiers de pays frontaliers et gendarmes ou policiers français → Mise à niveau les moyens maritimes des différentes administrations pour une surveillance continue des côtes <p>Solidarité et éducation</p> <ul style="list-style-type: none"> → Augmentation des actions de prévention, modernisation de l'offre hospitalière, création de pôles de santé de référence, amélioration de l'offre d'accueil et de soins concernant les personnes âgées et dépendante

Thèmes	Alain JUPPE	François FILLON
	<ul style="list-style-type: none"> → Création d'un crédit croissance et compétitivité destiné à compenser les handicaps structurels permanents → Accélération du paiement des créances en substituant la CDC ou BPI à l'entité publique défaillante pour payer en temps et en heure (des intérêts de retard seront demandés à l'entité publique) → Développement de médiateurs de l'administration chargés d'éviter le non recours aux aides existantes, faute pour les entrepreneurs de les connaître → Promotion de l'exportation locale en créant notamment des bureaux Business France dans tous les outre-mers, en soutenant les club Export et en développant des VIE adaptés pour conquérir les marchés voisins → Renforcement de l'attractivité des outre-mer pour les investisseurs étrangers en mobilisant plus efficacement la défiscalisation et les fonds européens → Maintien des aides au secteur du tourisme en cohérence avec les stratégies touristiques définies par les régions → Mise en place de zones de détaxe 7j / 7 permettant la vente de produits locaux et de marques <p>Education</p> <ul style="list-style-type: none"> → Lutte contre l'illettrisme → Construction d'équipements scolaires en fonction des besoins nécessaires face à la forte croissance démographique notamment à Mayotte et en Guyane → Réalisation d'une cartographie des métiers en tensions par territoire avec les partenaires sociaux afin de mieux répondre aux besoins de l'économie → Création de filières de formation pour les métiers émergents → Mise en place de formations dédiées à la création et à la reprise d'activité en partenariat avec les chambres consulaires → Maintien de la responsabilité de l'Etat en matière de continuité territoriale de la formation en confortant le tôle et les moyens de l'opérateur de l'Etat (LADOM) et y associer plus étroitement les régions de l'hexagone → Soutien aux actions expérimentales d'accompagnement vers l'insertion sociale et professionnelle des jeunes les plus en difficultés <p>Santé</p> <ul style="list-style-type: none"> → Réduction des inégalités de santé entre les outre-mer et l'hexagone en matière d'organisation et d'offre sanitaire, médicale et médico-sociale → Renforcement de la démographie médicale et de l'offre de soins en développant les filières hospitalo-universitaires locales, en soutenant l'installation de nouveaux médecins et en accélérant le développement de la télémédecine → Développement des coopérations régionales avec les pays riverains en renforçant les dispositifs de surveillance concertés des risques sanitaire → Développement des programmes de recherche et de veille sur les maladies émergentes et les pathologies tropicales → Rayonnement du savoir-faire médical français au travers du système ultra-marin <p>Logement</p> <ul style="list-style-type: none"> → Elaboration d'un contrat sur 5 ans pour résorber le déficit de logement adapté aux besoins de chaque territoire avec un objectif de construction de 10 000 logements par an → Sanctuarisation des crédits budgétaires consacrés aux politiques du logement outre-mer sur une perspective pluriannuelle 	<ul style="list-style-type: none"> → Développement des formations et des filières hospitalo-universitaires locales → Développement des délégations de tâches entre professionnels de santé afin notamment de renforcer la démographie médicale et l'offre de soins → Soutien à l'installation de nouveaux médecins, notamment spécialistes, par des mesures adaptées à chaque collectivité et permettre le développement de la télémédecine → Renforcement des coopérations régionales en développant les dispositifs de surveillance concertés des risques sanitaires, en soutenant la mise en place de projets régionaux, les partenariats hospitaliers et les échanges en matière de recherche médicale → Renforcement de l'enseignement de la lecture et du français dès la maternelle en avançant à 5 ans l'âge de la scolarité obligatoire et en développant l'accueil des enfants avant trois ans → Hausse de l'objectif du Service militaire adapté (SMA) à 8000 jeunes <p>Economie</p> <ul style="list-style-type: none"> → Allègement des impôts directs pesant sur les entreprises, au premier rang desquelles l'IS qui sera ramené progressivement à 25 % → Renforcement du système d'exonération de charges sociales outre-mer grâce au transfert des dépenses fiscales liées au CICE → Mise en place d'un « <i>Small Business Act</i> » pour les outre-mer → Adaptation de l'accès aux aides et aux financements publics : BPI France doit devenir l'unique financeur public des PME et s'implanter pleinement outre-mer pour ne plus être contrainte de déléguer l'instruction de ses dossiers de financement → Simplification de la défiscalisation pour relancer l'investissement dans le secteur privé → Orientation de l'épargne nationale vers le financement des PME des régions d'outremer → Création de zones franches d'attractivité et développer les échanges commerciaux → Accélération de la modernisation des ports d'outre-mer et intensification de l'activité de cabotage intra régional → Adaptation du « Programme d'investissement d'avenir » aux économies ultramarines → Faire du tourisme une priorité outre-mer → Sanctuarisation des aides publiques aux filières exportatrices des DOM que sont les productions de canne-rhum et de bananes → Obligation pour l'Union européenne de tenir compte des spécificités des outre-mer en matière agricole → Garantie du préfinancement des créances publiques par BPI France afin de compenser les retards de paiements très importants des collectivités territoriales → Renforcement des exonérations de charges sociales dont bénéficie le secteur du BTP outre-mer <p>Représentation des outre-mer à Paris et Bruxelles</p> <ul style="list-style-type: none"> → Placement du ministre des outre-mer auprès du Premier ministre → Création d'un conseil consultatif des outre-mer → Modernisation du droit de l'outre-mer <p>(Site de campagne Fillon 2017)</p>

Thèmes	Alain JUPPE	François FILLON
	<ul style="list-style-type: none"> → Suppression de l'agrément préalable pour l'octroi du crédit d'impôt accordé aux bailleurs sociaux investissant dans des programmes de logements sociaux outre-mer pour réduire les délais de construction → Relance d'un dispositif de défiscalisation attractif par rapport aux dispositifs équivalents dans l'hexagone → Libération de foncier pour favoriser la construction de logement <p>Sécurité</p> <ul style="list-style-type: none"> → Engagement d'un programme d'investissement ambitieux pour les prisons dans les outre-mer afin de s'assurer que les peines prononcées soient effectuées → Intensification de la coopération policière et judiciaire en déployant un réseau d'une dizaine de radars surveillés par des équipes spécialisées pour la coordination des opérations de contrôle en mer et sur terre sous l'autorité des préfets et des procureurs → Elaboration d'un plan quinquennal de mise à niveau de la sécurité assorti d'une aide exceptionnelle dans les outre-mer → Attribution prioritaire des subventions de l'Etat pour la reconstruction ou le confortement des établissements scolaires concernés par le risque sismique et relogement des habitants dans les zones à risque maximal → Déploiement outre-mer du système d'alerte et d'information des populations → Prise en compte par l'UE dans sa politique de prévention et de sécurité civile de l'apport des outre-mer français en termes de moyens et de présence dans le monde <p>Culture</p> <ul style="list-style-type: none"> → Soutien à l'Agence pour la promotion des cultures d'outre-mer pour favoriser leur reconnaissance et leur essor → Création d'un lieu emblématique culturel ouvert aux associations pour la vie culturelle des outre-mer accueillant spectacles et expositions → Développement d'une véritable économie de la culture outre-mer → Promotion d'une affirmation apaisée de l'histoire et des mémoires des outre-mer <p>(Mon projet pour les Outremer)</p>	
SECURITE		
Défense	<p>Augmentation du budget de la Défense à 2% du PNB en 2025 (Le Figaro le 10 mai 2016)</p> <p>Création d'une coalition unique associant Américains, Russes, Français, Turcs, Iraniens, pays du Golfe contre le groupe Etat islamique</p> <p>Création à terme d'une garde nationale intégrant les réservistes de la police, de la gendarmerie et de l'armée (Propositions AJ2017)</p>	<p>Mobilisation d'une coalition mondiale la plus large possible contre l'Etat islamique avec une opération militaire d'envergure (20h de TF1 du 24 novembre 2015)</p> <p>Renforcement des mesures de cybersécurité</p> <p>Renforcement des moyens de 12 milliards d'euros dans la sécurité, la défense et la justice (Site de campagne Fillon 2017)</p>
Forces de l'ordre	<p>Redéploiement de 4 500 policiers et gendarmes sur le terrain grâce au recrutement de personnels administratifs pour assurer les tâches administratives.</p> <p>Renforcement de la participation de la population à l'information des forces de l'ordre et aux dispositifs d'alerte</p> <p>Investissement dans les nouvelles technologies</p> <p>Extension des prérogatives des polices municipales</p> <p>Développement de l'autonomie des services départementaux dans la gestion de leurs effectifs et les possibilités de redéploiement au sein des services</p>	<p>Armement de la police municipale</p> <p>Renforcement des sanctions pour les infractions envers les dépositaires de l'ordre public</p> <p>Fusion de la DGSI et de la direction générale de la police nationale (Site de campagne Fillon 2017)</p> <p>Modernisation des services de police en matière de véhicules, d'armes, d'ordinateurs et de logiciels informatiques (Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 20 mars 2016)</p>

Thèmes	Alain JUPPE	François FILLON
	Révision du principe de légitime défense des forces de l'ordre (Pour un Etat fort)	
JUSTICE		
Organisation judiciaire	Alignement des conditions de nomination des magistrats du parquet sur celles des juges (Propositions AJ2017) Rétablissement d'une contribution à l'aide juridique de 35 euros (LCP le 11 octobre 2016)	Diversification de la formation et du recrutement des magistrats : suppression de l'ENM et mise en place d'un recrutement universitaire Renforcement de l'indépendance des magistrats à l'égard du politique (Propositions de Force Républicaine) Hausse du budget de la Justice d'un milliard d'euros en plus par an sur le quinquennat (LCP le 11 octobre 2016) Recrutement de 300 magistrats en plus Adoption du principe d'un Tribunal de Grande Instance par département Maintien du maillage des Tribunaux d'Instance avec la mise en place d'un guichet unique universel Réduction du nombre de Cours d'appel de manière significative Mise en place d'une spécialisation par pôles dans les grandes juridictions régionales Mise en œuvre de la compatibilité des systèmes et des accès par communication électronique sur l'ensemble du territoire Subordination de l'attribution de l'aide juridictionnelle à la production d'une attestation de la compagnie d'assurance du demandeur confirmant qu'il ne bénéficie pas d'une protection juridique pour le procès considéré Incitation des auxiliaires de justice à obtenir le remboursement des frais et honoraires supportés par les parties, par la production d'une convention d'honoraires et de factures de telle manière que le juge en tienne compte dans la fixation de l'indemnité recouvrable par la partie gagnante sur la partie perdante Obligation pour les syndicats de signer une déclaration auprès du Conseil Supérieur de la Magistrature Nomination des magistrats du Parquet sur proposition du gouvernement avec avis conforme du CSM Soumission du Parquet à l'autorité hiérarchique du Procureur Général près la Cour de Cassation (Site de campagne Fillon 2017)
Justice pénale	Suppression des réductions automatiques de peines Révision des peines de substitution prononcées pour tous les condamnés à moins de 2 ans de prison Rétablissement des peines plancher Justice pénale des mineurs → Séparation de la justice civile qui accompagne le mineur de la justice pénale qui le sanctionne → Définition d'un délai maximum entre la décision du tribunal et l'exécution de la peine → Limitation à 3 le nombre de mesures éducatives prononcées à l'encontre d'un mineur (Pour un Etat fort) Simplification de la procédure pénale Systématisation de la saisie des avoirs des trafiquants de drogue Obligation, sauf motivation du jugement, du prononcé d'une interdiction de séjour d'un an des dealers dans les lieux où le deal a été constaté Evaluation obligatoire des détenus dangereux avant toute sortie ou aménagement de peine (Propositions AJ2017)	Renforcement de l'effectivité des peines Expulsion systématique des étrangers condamnés à des peines de prison pour crimes et délits graves (Paris Match du 09 mars 2016) Recours à la contraventionnalisation avec amende forfaitaire Recours à la transaction sous le contrôle du Procureur de la république avec proposition d'amende transactionnelle par le Préfet Fixation de peines minimales pour certains délits et crimes Limitation de l'aménagement aux peines fermes inférieures à un an Suppression de la mesure de contrainte pénale pour privilégier les mesures de sursis avec mise à l'épreuve et de suivi socio-judiciaire Rétablissement des peines plancher Rétablissement du caractère automatique des révocations de sursis Possibilité de libération conditionnelle seulement aux trois-quarts de la peine pour les multi récidivistes Octroi à la juridiction de jugement le contrôle des modifications substantielles de la peine prononcée comme celui des libérations anticipées Amélioration de la prise en compte de l'indemnisation des victimes dans l'octroi du bénéfice des aménagements de peine

PROPOSITIONS DES CANDIDATS A LA PRIMAIRE DE LA DROITE ET DU CENTRE

Thèmes	Alain JUPPE	François FILLON
	Interdiction des aménagements de peine de prison supérieures à un an – 6 mois pour les récidivistes (LCP le 11 octobre 2016)	Délinquance des mineurs <ul style="list-style-type: none"> → Définition d'un nouveau périmètre d'action des Juges pour enfants dont la mission unique sera désormais la lutte contre la délinquance des jeunes → Octroi aux Conseils départementaux l'intégralité du traitement de l'enfance en danger → Création d'équipes judiciaires pluridisciplinaires dédiées au traitement de la délinquance des jeunes multi réitérant → Création d'un observatoire indépendant pour la délinquance des mineurs → Association des victimes dans le cadre de mesures de réparation → Division possible du procès pénal en deux étapes, par un jugement sur la culpabilité et l'indemnisation des victimes dans les 2 mois de la convocation chez le juge, puis dans les 6 mois par un jugement sur la sanction (Site de campagne Fillon 2017)
Justice civile		Généralisation, sauf les cas d'urgence, du recours à la tentative préalable de conciliation organisée par les avocats des parties dans toutes les procédures où le ministère d'avocat est obligatoire, ainsi que dans les procédures où les parties sont représentées par un avocat et, pour les autres procédures, par un médiateur Déjudiciarisation des contentieux sociétaux (protection de l'enfance, tutelle, hospitalisation sous contrainte) Obligation de la partie perdante dans tout procès civil à payer à l'Etat une taxe recouvrable par le Trésor Public et affectée au Ministère de la Justice (Site de campagne Fillon 2017)
Droit administratif		
Administration pénitentiaire	Construction de 10 000 places de prison pendant le quinquennat Création d'une police pénitentiaire placée sous l'autorité du ministère de la Justice Développement du travail en prison grâce à une agence nationale spécialisée (Pour un Etat fort)	Amélioration des conditions de détention par la création de 16 000 places de prison en veillant à diversifier le type des établissements dont certains pourraient être à sécurité allégée et au coût de construction et de surveillance moins importants pour l'exécution des courtes peines Rattachement de l'administration pénitentiaire au Ministère de l'Intérieur Séparation dans ces nouveaux établissements les primo délinquants des autres détenus et les faire bénéficier d'un travail social plus adapté Création de « centres pénitentiaires de travail d'intérêt écologique » donnant la possibilité aux détenus de travailler à l'extérieur Insertion professionnelle des détenus <ul style="list-style-type: none"> → Instauration d'une peine de travail d'intérêt général de 4 mois → Possibilité pour le juge de proposer au condamné à une peine de prison d'un an maximum de la commuer en un séjour de 18 mois à deux ans dans un EPIDE pour lui permettre de se réinsérer par l'apprentissage d'un métier (Site de campagne Fillon 2017)
IMMIGRATION / LUTTE ANTITERRORISME		
Politique d'immigration / Réfugiés	Partisan d'une « <i>identité heureuse</i> » (Le Monde le 13 septembre 2016) Vote annuel par le Parlement d'un plafond d'immigration, d'une répartition par type d'immigration (étudiante, économique, familiale) et mise en place d'un système par point qui permette de déterminer le profil des étrangers dont les universités ont besoin (Pour un Etat fort) Conditionnement du regroupement familial à une situation d'emploi générant des revenus d'activité Eloignement effectif des étrangers en situation irrégulière	Inscription dans la Constitution du principe selon lequel « <i>la politique d'immigration dépend de la capacité d'accueil et d'intégration de la France</i> » Organisation d'un débat parlementaire annuel sur la politique nationale d'immigration Adoption chaque année par le Parlement de quotas par zones géographiques et par compétences professionnelles fixant la limite du nombre de migrant à accueillir Autorisation des statistiques d'origine Conditionnement du regroupement familial à une perspective d'intégration et de l'accès aux principales prestations sociales à 2 ans de résidence régulière en France (Propositions de Force Républicaine)

PROPOSITIONS DES CANDIDATS A LA PRIMAIRE DE LA DROITE ET DU CENTRE

Thèmes	Alain JUPPE	François FILLON
	<p>Négociation des accords de réadmission au niveau européen avec les pays d'origine des migrants économiques pour rendre leur réadmission effective (Propositions AJ2017)</p> <p>Renégociation des accords du Touquet (Le Figaro le 4 juillet 2016)</p> <p>Pour la fermeture de la jungle de Calais (RTL Matin le 13 septembre)</p>	<p>Révision de la Convention européenne des droits de l'Homme sur la question de l'immigration (Le Figaro le 10 mai 2016)</p>
Droit d'asile	<p>Autorisation du placement des familles en rétention administrative par la suppression de la « circulaire Valls »</p> <p>Renforcement de la lutte contre le détournement économique du droit d'asile</p> <p>Réduction à 6 mois des délais de traitement global des demandes d'asile en augmentant les moyens de l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides) et de la CNDA (Cour nationale du droit d'asile) (Propositions AJ2017)</p>	<p>Réduction du délai d'instruction des demandes d'asile à 6 mois au lieu de 2 ans actuellement</p> <p>Mise en œuvre d'une politique volontariste d'éloignement du territoire des demandeurs d'asile déboutés (Propositions de Force Républicaine)</p>
Acquisition de la nationalité française	<p>Conditionnement de l'acquisition de la nationalité française pour les enfants nés en France (droit du sol) à la situation régulière d'au moins un des deux parents au moment de la naissance (Pour un Etat fort)</p>	
Mesures antiterroristes	<p>Surveillance et fermeture des mosquées radicales</p> <p>Expulsion des imams qui font l'apologie de la violence</p> <p>Création d'un délit de consultation habituelle des sites djihadistes pour mettre fin à l'endoctrinement sur Internet</p> <p>Exigence de transparence sur les financements des lieux de culte</p> <p>Exigence d'une formation civique minimum des ministres du culte</p> <p>Favorable à la déchéance de nationalité pour les binationaux auteurs d'actes terroristes</p> <p>Diffusion d'un contre-discours laïc sur internet pour lutter contre la propagande (Pour un Etat fort)</p> <p>Mise en place du fichier européen des passagers aériens (PNR)</p> <p>Création d'une coalition unique associant Américains, Russes, Français, Turcs, Iraniens, pays du Golfe contre le groupe Etat islamique</p> <p>Mise en œuvre des outils de l'état d'urgence (<i>perquisitions administratives, assignation à résidence des fichés S jugés dangereux, arrestation des français de retour du Djihad</i>)</p> <p>Délit de séjour pour toute personne se trouvant sur un théâtre d'opérations terroristes extérieure (ou tentative)</p> <p>Prévention au sein des entreprises au sujet des personnels fichés S</p> <p>Utilisation des nouvelles technologies (biométrie, reconnaissance comportementale et faciale)</p> <p>Obligation pour les fournisseurs d'accès à internet de fournir les clés de déchiffrement des logiciels cryptés utilisés par les terroristes, et fermeture d'autorité des sites djihadistes</p> <p>Retour sur la suppression de la double peine pour expulser les étrangers condamnés</p> <p>Isolation des détenus radicalisés (Propositions AJ2017)</p> <p>Contre un « Guantanamo à la française » (Twitter le 9 septembre 2016)</p>	<p>Etablissement d'un PNR (<i>Passenger Name Record</i>) européen afin de partager les données des passagers aériens</p> <p>Recours accru au Système d'Information Schengen (SIS) afin de tracer, signaler et arrêter les terroristes étrangers</p> <p>Lutte contre la propagande et le recrutement terroristes sur Internet</p> <p>Harmonisation des législations européennes en matière de retrait de contenus illégaux sur internet (Discours à Londres contre le terrorisme du 22 avril 2015)</p> <p>Placement des services pénitentiaires sous l'autorité du Ministre de la sécurité intérieure pour écouter et traquer les recruteurs</p> <p>Fermeture des mosquées salafistes</p> <p>Défavorable à la déchéance de la nationalité (Les Echos du 8 février 2016)</p> <p>Renforcement de l'intégration de la gendarmerie dans l'Unité de coordination de la lutte antiterroriste</p> <p>Interdiction de retour sur le territoire national des Français partis combattre à l'étranger dans les rangs terroristes</p> <p>Condamnation des personnes coupables d'intelligence avec l'ennemi</p> <p>Expulsion des étrangers appartenant à la mouvance terroriste (Site de campagne Fillon 2017)</p> <p>Interdiction de tout mouvement islamiste ne condamnant pas le terrorisme ou faisant preuve de mansuétude à l'égard du djihad (Le Figaro Magazine le 20 mai 2016)</p> <p>Interdiction de sortie de territoire pour les Français soupçonnés de vouloir rejoindre Daech (LCP le 11 octobre 2016)</p>
Renseignement	<p>Renforcement des services du renseignement territorial</p> <p>Association de la gendarmerie nationale à la communauté du renseignement</p> <p>Développement du renseignement pénitentiaire</p>	<p>Renforcement des moyens et réorganisation des services de renseignements (Propositions de Force Républicaine)</p>

PROPOSITIONS DES CANDIDATS A LA PRIMAIRE DE LA DROITE ET DU CENTRE

Thèmes	Alain JUPPE	François FILLON
	<p>Renforcement de la coopération européenne entre services de renseignement par la création d'une agence européenne de coordination du renseignement (Pour un Etat fort)</p> <p>Elargissement des compétences de la DGSI sur le suivi pendant une procédure judiciaire Revitalisation du Coordonnateur National du Renseignement (Propositions AJ2017)</p>	
INTERNATIONAL		
Politique étrangère	<p>Mondialisation</p> <ul style="list-style-type: none"> → Développement de nos liens économiques et politiques avec les grands partenaires chinois, indiens et japonais, et avec tous les pays de la région (Australie, Corée du Sud, Singapour, Vietnam et autres membres de l'ASEAN) → Création d'une véritable organisation mondiale de l'environnement, dans le cadre des Nations Unies → Développement des efforts de régulation financière internationale : lutte contre les excès spéculatifs, l'évasion fiscale et le blanchiment → Reconstruction d'un dispositif puissant d'appui public au développement international des PME <p>Coopération et développement</p> <ul style="list-style-type: none"> → Instauration d'un modèle de co-développement avec la Méditerranée et l'Afrique en investissant dans les efforts en direction de la paix et du développement économique → Relance de la politique d'aide publique au développement par la restauration d'une politique d'aide bilatérale de dons pour atteindre 0,7% du PIB → Renforcement de la lutte contre le terrorisme international : engagement militaire contre Daech et Al Qaida, lutte contre les circuits financiers du terrorisme et l'utilisation du cyberspace par les réseaux criminels, engagement des Etats régionaux concernés → Développement avec le Maghreb d'un partenariat pour la croissance et la jeunesse → Renforcement du rôle de la France dans le règlement des conflits des Proche et Moyen Orient → Mobilisation avec l'Europe des moyens financiers pour un traitement digne et soutenable des réfugiés dans le voisinage de la Syrie en attendant un règlement politique permettant leur retour → Combat contre la prolifération nucléaire (Corée du Nord) au sein du Conseil de sécurité (Propositions AJ2017) 	<p>Reprise des relations avec Vladimir Poutine et Bachar El Assad (Site de campagne Fillon 2017)</p>
Diplomatie / Francophonie	<p>Révision des relations diplomatiques avec l'Arabie Saoudite (Meeting en Haute-Savoie le 8 avril 2016)</p> <p>Reconstruction d'un dialogue stratégique avec le nouveau président des Etats-Unis confirmant la primauté de l'alliance transatlantique et l'indépendance de choix de la France Réévaluation du dialogue avec la Russie pour le règlement de la crise ukrainienne et la sécurité des frontières orientales de l'Europe Développement de la francophonie, avec l'objectif d'atteindre 700 millions de francophones dans le monde en 2050 Renforcement de la capacité de rayonnement de notre pays par l'accueil d'étudiants et de créateurs étrangers Développement d'un réseau culturel français cohérent au niveau mondial</p>	<p>Soutien à l'audiovisuel extérieur en faisant de France Médias Monde (FMM) une entité au service de l'influence de la France dans le monde et de la francophonie (Site de campagne Fillon 2017)</p>

PROPOSITIONS DES CANDIDATS A LA PRIMAIRE DE LA DROITE ET DU CENTRE

Thèmes	Alain JUPPE	François FILLON
	Consolidation de la gouvernance mondiale en réformant les institutions internationales : élargissement du conseil de sécurité, cohérence et efficacité des institutions économiques et sociales internationales (Propositions AJ2017)	
Politique de commerce extérieur		Développement des collaborations entre exportateurs Recours à des sociétés de négoce, agents export ou aux sociétés de gestion export externalisées pour vendre sur les marchés difficiles Utilisation du e-commerce pour vendre à l'export Soutien à la promotion des entreprises ayant le label "Origine France garantie" Garantie que les offres de services des acteurs publics et privés de l'accompagnement export ne soient pas concurrentes entre elles Développement de l'offre de la Coface et facilitation du recours à ses services Association systématique aux voyages ministériels et présidentiels des PME accompagnantes qui pourront en faire la demande et seront sélectionnées selon des critères transparents (Site de campagne Fillon 2017)
EUROPE		
Gouvernance	Favorable à la réduction de la production de normes européennes (Les Echos le 11 mai 2016) Opposition à l'organisation d'un référendum sur le maintien de la France dans l'UE (Le Monde le 27 juin 2016) Opposition à l'entrée de la Turquie dans l'UE Coopération entre la France et l'Allemagne décisive (Frankfurter Allgemeine Zeitung le 18 juillet 2016) Négociation du Brexit de manière pragmatique et sans délai, en défendant fermement les intérêts de la France et de l'UE (Propositions AJ2017)	Fusion des postes de Président de la Commission européenne et de Président du Conseil Structuration d'un partenariat politique et économique entre l'Europe et la Russie pour peser face au continent asiatique (Les Echos du 25 février 2016) Zone euro → Organisation d'une représentation parlementaire des membres de la zone → Engagement du processus d'harmonisation fiscale pour les entreprises de la zone (Le Monde le 26 juin 2016) → Mise en place d'un directoire politique de la zone euro composé des Chefs de gouvernement et présidé par l'un d'entre eux → Création d'un Secrétariat Général de la zone Euro complètement autonome de la Commission qui assurera le suivi et la gestion de la zone économique → Coordination de la politique accommodante de la Banque Centrale Européenne avec une stratégie économique globale → Création à terme d'un Trésor européen avec une mise en commun des dettes, une fois la convergence fiscale achevée (Site de campagne Fillon 2017)
Economie / Social	Consolidation de l'euro en organisant la convergence fiscale, de l'impôt sur les sociétés notamment, entre les économies de la zone Soutien de l'action de la Commission européenne en matière de lutte contre l'évasion fiscale Convergence des régimes de protection sociale au sein de l'UE Adoption d'une politique commerciale offensive, fondée sur des accords négociés dans des conditions transparentes Affirmation d'une souveraineté numérique européenne via la mise en place d'un Agenda de compétitivité numérique définissant les secteurs prioritaires qui feront l'objet d'une coordination industrielle, juridique et technologique renforcée Renforcement de la défense de l'agriculture européenne et française (Propositions AJ2017)	Constitution d'un noyau dur autour de la France et de l'Allemagne qui doivent faire converger leurs économies et leur fiscalité Instauration des règles strictes de réciprocité dans les échanges internationaux, notamment sur les marchés publics Extension du modèle de nos programmes d'investissements d'avenir (PIA) au niveau européen, en le finançant notamment par la création d'une TVA aux frontières de l'Union Structuration d'un partenariat politique et économique entre l'Europe et la Russie pour peser face au continent asiatique Harmonisation fiscale pour faire de l'euro une monnaie de réserve et de règlement afin d'abaisser la dépendance au dollar (Les Echos du 25 février 2016)

PROPOSITIONS DES CANDIDATS A LA PRIMAIRE DE LA DROITE ET DU CENTRE

Thèmes	Alain JUPPE	François FILLON
	<p>Développement des politiques communes dans les secteurs d'avenir, comme le numérique et l'énergie (La Tribune du 2 avril 2015)</p> <p>Remise en cause de la directive européenne sur les travailleurs détachés pour mettre fin au dumping social notamment (La Tribune le 19 mai 2016)</p> <p>Favorable à la défense des appellations d'origine contrôlées et à la non-intégration des industries culturelles dans le TAFTA (Fondation pour l'innovation politique)</p>	<p>Harmonisation des taux d'impôt sur les sociétés en Europe en cinq ans Tentative de rapprochement des fiscalités des ménages en dix ans (Discours à Bruxelles le 13 septembre 2016)</p> <p>Création de taxes anti-dumping, de holdings et d'une TVA européenne pour financer une protection sociale européenne Création d'une politique énergétique commune (Le Figaro le 19 mai 2016)</p> <p>Proposition d'un nouveau partenariat commercial UE/Russie offrant aux entreprises de nouveaux débouchés Refus d'accorder le statut d'économie de marché à la Chine Mise en réseau au niveau européen des pôles de compétitivité et à la coordination des programmes de recherche entre les universités européennes (Site de campagne Fillon 2017)</p>
Espace Schengen / Frontières extérieures	<p>Maîtrise de l'immigration par une politique commune :</p> <ul style="list-style-type: none"> → Négociation commune avec les pays de départ et de transit → Mise en place de garde-frontières européens → Fixation de quotas par pays d'origine et d'accueil → Harmonisation des lois nationales sur l'asile et les conditions d'entrée sur le territoire, de circulation, de séjour et de travail <p>(Propositions AJ2017)</p> <p>Création d'une police européenne des frontières Mise en place d'accords entre l'Europe et les pays d'origine des migrants économiques pour rendre leur réadmission effective. (Pour un Etat fort)</p>	<p>Mise en œuvre d'un « Schengen + » avec la création d'un corps de garde-frontières européen (Les Echos du 25 février 2016)</p> <p>Assouplissement des règles de rétablissement des contrôles aux frontières Suspension de la participation des Etats qui n'assument pas leurs obligations Contrôle de sécurité systématique des arrivants aux frontières de l'Europe avec le recueil d'éléments biométriques et la détection de faux documents (Propositions de Force Républicaine)</p> <p>Création d'un « Schengen de la justice »</p> <ul style="list-style-type: none"> → Expulsion systématique de l'espace Schengen tout délinquant reconnu coupable d'un crime ou d'un délit → Instauration de la réciprocité au niveau européen avec l'expulsion systématique de l'espace Schengen de tout étranger condamné pénalement dans un pays européen → Conditionnement de l'accès aux prestations sociales par les étrangers non européens à une présence légale de deux ans sur le territoire sans infraction → Harmonisation des règles d'accueil avec notamment la création d'un droit d'asile européen <p>Renforcement des moyens en triplant le budget de Frontex Renforcement de la coopération entre les Etats les plus exposés à l'immigration clandestine Amplification des efforts déjà entrepris avec Euromar Aide aux pays limitrophes de la Libye et notamment le Niger et la Tunisie pour qu'ils soient de véritables partenaires dans la régulation de l'immigration et le trafic d'êtres humains (Site de campagne Fillon 2017)</p>
Défense	<p>Création d'une Europe de la défense, dans le domaine industriel comme opérationnel, avec l'Allemagne et tous les autres pays intéressés par des coopérations industrielles Transformation d'Europol et d'Eurojust en de vraies police et justice criminelles européennes (Propositions AJ2017)</p>	<p>Création d'une défense militaire alimentée par un fonds européen permanent (Le Figaro le 10 mai 2016)</p> <p>Rééquilibrage des relations entre l'UE et les USA dans le cadre de l'OTAN Rapprochement avec la Russie (Le Figaro le 19 mai 2016)</p>